

SMALL CLAIMS COURT ACT

Pursuant to subsection 11(1) of the *Small Claims Court Act*, the Commissioner in Executive Council orders as follows:

1. The annexed Small Claims Court Regulations are hereby made.
2. The Small Claims Court Regulations established under Order-in-Council 1987/036 are revoked.
3. This order comes into force on the 15th day of August, 1995.

Dated at Whitehorse, in the Yukon Territory, this 14th day of August, 1995.

Commissioner of the Yukon

LOI SUR LA COUR DES PETITES CRÉANCES

Le Commissaire en conseil exécutif, conformément au paragraphe 11(1) de la *Loi sur la cour des petites créances*, décrète ce qui suit :

1. Le Règlement sur la cour des petites créances paraissant en annexe est par les présentes établi.
2. Le Règlement sur la cour des petites créances établi par le décret en conseil 1987/036 est abrogé.
3. Le présent décret entre en vigueur le 15 août 1995.

Fait à Whitehorse, dans le territoire du Yukon, ce 14 août 1995.

Commissaire du Yukon

SMALL CLAIMS COURT REGULATIONS

RÈGLEMENT SUR LA COUR DES PETITES CRÉANCES

Interpretation

1.(1) In these regulations

"court" means the Small Claims Court; «*cour*»

"disability" where used in respect of a person or party, means that the person or party is a minor or mentally incompetent or incapable of managing his or her affairs, whether or not so declared by a court; «*personne frappée d'incapacité*»

"interest" has the same meaning as in the *Judicature Act*; «*intérêt*»

"order" includes judgment. «*ordonnance*»

(2) Where matters are not provided for in these regulations, the practice may be determined with reference to the Supreme Court Rules, and at any stage in a proceeding, the court may make any order that is just.

(3) When making an order under these regulations, the court may impose such terms and directions as are just.

(4) The forms prescribed by these regulations shall be used where applicable.

MAKING A CLAIM

Commencement of proceedings

2.(1) An action shall be commenced by filing a claim (Form 1) with the clerk of the court, together with two copies of the claim for each defendant.

(2) A claim shall contain, in concise and non-technical language, the following information:

(a) the names of the parties to the proceeding and, where relevant, the capacity in which they sue or are sued;

(b) the nature of the claim with reasonable certainty and detail, including the date, place and nature of the occurrences on which the claim is based;

Définitions

1.(1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

«*personne frappée d'incapacité*» Les personnes ou parties suivantes : le mineur, l'incapable mental ou celui qui est incapable de gérer ses affaires, que son incapacité ait ou non été reconnue; «*disability*»

«*intérêt*» A le même sens que dans la *Loi sur l'organisation judiciaire*; «*interest*»

«*ordonnance*» S'entend en outre d'un jugement; «*order*»

«*cour*» La Cour des petites créances. «*court*»

(2) Toute question de procédure non régie par les présentes règles est déterminée en se référant aux Règles de la Cour suprême et la cour peut, à toute étape de l'instance, rendre l'ordonnance qu'elle estime juste.

(3) La cour qui rend une ordonnance en vertu du présent règlement peut imposer les conditions et donner les directives qu'elle estime justes.

(4) Pour l'application des présentes règles, l'utilisation des formulaires que prescrit le présent règlement est obligatoire, le cas échéant.

INTRODUCTION DE L'INSTANCE

Introduction de l'instance

2.(1) Une action est introduite en déposant, auprès du greffier de la cour, une demande (Formulaire 1) accompagnée de deux copies pour chacun des défendeurs.

(2) La demande doit énoncer, dans un langage simple et concis, les renseignements suivants :

a) le nom des parties à l'instance et s'il y a lieu, la capacité en laquelle elle intente l'action ou sont poursuivies;

b) la nature de la demande et d'une manière exacte et détaillée, la date, le lieu et la nature des événements sur lesquels la demande est fondée;

(c) the amount of the claim and the relief requested, including interest if applicable;

(d) the plaintiff's address and telephone number, or the name, address and telephone number of the solicitor or agent representing the plaintiff; and

(e) the address where the plaintiff believes the defendant may be served.

(3) A party must promptly notify, in writing, the clerk of the court and all other parties of any change in the party's address.

Claim based on documents

3. Where a claim is based in whole or in part on a document, a copy of the document shall be attached to each copy of the claim, unless the document is lost or is unavailable for some other reason, in which case the claim shall state the reason why the document is not attached.

Division of action

4. A cause of action shall not be divided into two or more actions for the purpose of bringing it within the court's jurisdiction.

Filing

5.(1) On receiving the claim and the required fee being paid, the clerk shall immediately issue it by dating it and assigning it a court file number.

(2) The original of the claim shall remain in the court file.

LITIGANT GUARDIAN

Parties under disability, plaintiff

6.(1) An action by a person under disability shall be commenced or continued by a litigation guardian, except that a person under 18 years of age may make a claim up to and including \$500 without a litigation guardian acting on his or her behalf.

(2) A litigation guardian shall, at the time of the claim or as soon as possible thereafter, file a consent (Form 2) with the clerk of the court in which the litigation guardian

c) le montant de la demande ainsi que le redressement demandé incluant les intérêts s'il y a lieu;

d) l'adresse et le numéro de téléphone du demandeur ou le nom, l'adresse, et le numéro de téléphone de son procureur ou de son représentant;

e) l'adresse où, selon de demandeur, la demande peut être signifiée au défendeur.

(3) Toute partie à l'instance doit aviser par écrit le greffier et les autres parties de tout changement d'adresse.

Demande fondée sur les documents

3. Lorsqu'une demande est fondée en tout ou en partie sur un document, une copie de ce document doit accompagner chacune des copies de la demande. Si le document a été perdu ou n'est pas autrement disponible, la demande devra préciser la raison pour laquelle le document n'a pas été annexé.

Division de l'action

4. La cause d'action ne peut être divisée en deux actions ou plus afin de relever de la compétence de la cour.

Dépôt

5.(1) Sur réception de la demande accompagnée du droit prescrit, le greffier émet la demande en y apposant la date de sa réception et en lui attribuant un numéro de dossier.

(2) L'original de la demande est conservé au dossier de la cour.

TUTEUR À L'INSTANCE

Parties frappées d'incapacité : demandeur

6.(1) Le tuteur à l'instance est chargé d'introduire ou de continuer l'action engagée par une personne frappée d'incapacité. Cependant, il est permis à une personne de moins de 18 ans de présenter une demande pour une somme ne dépassant pas 500 \$ sans tuteur à l'instance.

(2) Le tuteur à l'instance dépose avec la demande, ou dans les meilleurs délais, un consentement (formulaire 2) auprès du greffier de la cour dans lequel

- (a) states the nature of the disability,
- (b) sets out his or her relationship, if any, to the person under disability,
- (c) states that he or she has no interest in the proceeding adverse to that of the person under disability, and
- (d) acknowledges that he or she is aware of his or her liability to pay personally any costs awarded against him or her or against the person under disability.

Parties under disability, defendant

7.(1) An action against a person under disability shall be defended by a litigation guardian.

(2) A parent, a person who has care or lawful custody of a person under disability, or the committee of a person under disability or of his or her estate may act as litigation guardian under subsection (1) by filing a consent (Form 2) with the defence in which the litigation guardian

- (a) states the nature of the disability,
- (b) sets out his or her relationship, if any, to the person under disability, and
- (c) states that he or she has no interest in the proceeding adverse to that of the person under disability.

(3) Where it appears to the court that a defendant is a person under disability and the defendant does not have a litigation guardian, the court may appoint as litigation guardian for the defendant any person who has no interest in the action adverse to that of the defendant.

Duties of litigation guardian

8. A litigation guardian shall diligently attend to the interests of the person under disability and take all steps reasonably necessary to protect those interests, including the commencement and conduct of a counterclaim or a third party claim.

Public Administrator

9. The Public Administrator may act as litigation guardian without filing the consent required under subsections 6(2) or 7(2).

- a) il indique la nature de l'incapacité;
- b) il indique, le cas échéant, son lien de parenté avec la personne frappée d'incapacité;
- c) il indique n'avoir dans l'instance aucun intérêt opposé à celui de la personne frappée d'incapacité;
- d) il reconnaît avoir été informé qu'il pourrait être tenu personnellement responsable de tous les dépens auxquels lui-même ou la personne frappée d'incapacité auront été condamnés.

Parties frappées d'incapacité : défendeur

7.(1) Le tuteur à l'instance est chargé de contester l'action engagée contre une personne frappée d'incapacité.

(2) Est habile à agir à titre de tuteur à l'instance d'une personne frappée d'incapacité, un parent, la personne qui en la charge ou la garde légitime, son curateur ou encore son curateur aux biens. La personne qui veut agir à titre de tuteur à l'instance dépose avec la défense un consentement (formulaire 2) dans lequel

- a) elle indique la nature de l'incapacité;
- b) elle indique, le cas échéant, son lien de parenté avec la personne frappée d'incapacité;
- c) elle indique n'avoir dans l'instance aucun intérêt opposé à celui de la personne frappée d'incapacité;

(3) Si la cour constate que le défendeur est une personne frappée d'incapacité et que ce dernier n'est pas représenté par un tuteur à l'instance, la cour peut nommer à titre de tuteur à l'instance du défendeur toute personne qui n'a aucun intérêt opposé à celui du défendeur dans l'action.

Obligations du tuteur à l'instance

8. Le tuteur à l'instance veille aux intérêts de la personne frappée d'incapacité, prend les mesures nécessaires pour les défendre, notamment l'introduction et la conduite d'une demande reconventionnelle ou d'une mise en cause.

Curatelle publique

9. La curatelle publique peut agir en qualité de tuteur à l'instance sans déposer le consentement que prescrit les paragraphes 6(2) et 7(2).

Powers of the court

10.(1) The court may at any time remove or replace a litigation guardian.

(2) Where an action is brought against a person under disability and the action has not been defended by a litigation guardian, the court may set aside any judgment against the person under disability on such terms as are just, and may set aside any enforcement proceeding which has been taken under a judgment.

(3) No settlement of a claim made by or against a person under disability is binding on the person without approval of the court.

Money to be paid into court

11.(1) Any money payable to a person under disability under an order or settlement shall be paid into court, unless the court orders otherwise, and shall thereafter be paid out or disposed of as ordered by the court.

(2) Where money is payable to a person under disability under an order or settlement, the court may order that the money shall be payable directly to the person, and payment made under the order discharges the obligation to the extent of the amount paid.

PARTNERSHIPS

Partnerships

12.(1) A proceeding by or against two or more persons as partners may be commenced using the firm name of the partnership.

(2) Where a proceeding is commenced against a partnership using the firm name, the partnership's defence shall be delivered in the firm name, and no person who admits he or she was a partner at any material time may defend the proceeding separately except with leave of the court.

Notice to alleged partner

13.(1) In a proceeding against a partnership using the firm name, where a plaintiff seeks an order that will be enforceable personally against a person as a partner, the plaintiff may serve the person with the claim together with a notice to alleged partner (Form 3) stating that the person was a partner at a material time specified in the notice.

Pouvoirs de la cour

10.(1) La cour peut destituer ou remplacer le tuteur à l'instance.

(2) Si une action a été intentée contre une personne frappée d'incapacité et qu'elle n'a pas été contestée par un tuteur à l'instance, la cour peut annuler le jugement rendu contre la personne frappée d'incapacité aux conditions qu'elle estime justes. La cour peut annuler les mesures d'exécution forcée prises en vertu d'un tel jugement.

(3) L'approbation de la cour est requise pour qu'un règlement conclu par ou au nom d'une personne frappée d'incapacité puisse lier cette dernière.

Consignation à la cour des sommes payables à une partie frappée d'incapacité

11.(1) Sauf ordonnance contraire de la cour, les sommes payables à la personne frappée d'incapacité en vertu d'un jugement ou d'un règlement sont consignées à la cour. Elles sont par la suite versées ou aliénées de la façon qu'ordonne la cour.

(2) Les sommes payables à la personne frappée d'incapacité en vertu d'un jugement ou d'un règlement, peuvent lui être versées directement sur ordonnance de la cour. Le paiement effectué en vertu de l'ordonnance libère de l'obligation jusqu'à concurrence du montant payé.

SOCIÉTÉS DE PERSONNES

Sociétés de personnes

12.(1) Toute instance engagée par ou contre plusieurs personnes en leur qualité d'associés peut être introduite sous la raison sociale de la société.

(2) Si une instance est intentée contre une société de personnes sous sa raison sociale, la défense de la société est remise au nom de la société. Celui qui admet avoir été un associé à l'époque déterminante ne peut présenter de défense distincte sans l'autorisation de la cour.

Avis au présumé associé

13.(1) Dans une instance introduite contre une société de personnes sous sa raison sociale, la personne qui demande à la cour une ordonnance exécutoire personnellement contre une personne en qualité d'associé peut signifier à cette personne la demande, accompagnée d'un avis au présumé associé (formulaire 3) portant que la

(2) A person served under subsection (1) shall be deemed to have been a partner at the material time, unless the person defends the proceeding separately denying that she or he was a partner at the material time.

Disclosure of partners

14.(1) Where a proceeding is commenced by or against a partnership using the firm name, any other party may serve a notice requiring the partnership to disclose forthwith in writing the names and addresses of all partners constituting the partnership at a time specified in the notice and, where the present address of a partner is unknown, the partnership shall disclose the partner's last known address.

(2) Where a partnership fails to comply with a notice under subsection (1), its claim may be dismissed or the proceeding may be stayed or its defence may be struck out.

Enforcement of orders

15.(1) An order against a partnership using the firm name may be enforced against the property of the partnership.

(2) An order against a partnership using the firm name may also be enforced, where the order or subsequent order so provides, against any person who

(a) is served as provided in subsection 13(1) and is deemed to have been a partner under that subsection,

(b) has admitted that he or she was a partner at the material time, or

(c) has been judged to have been a partner at the material time.

(3) Where an order has been made against a partnership using the firm name, the party obtaining an order may make a motion to the court for leave to enforce the order against any person who is served under subsection 13(1), and the court may grant leave to do so in such manner as the court may direct.

personne était un associé à l'époque mentionnée dans l'avis.

(2) La personne qui a reçu signification conformément au paragraphe (1) est réputée avoir été un associé à l'époque déterminante, à moins qu'elle ne présente une défense distincte dans laquelle elle nie avoir été un associé à cette époque.

Divulgence des associés

14.(1) Lorsqu'une instance est introduite par ou contre une société de personnes sous sa raison sociale, une autre partie peut lui signifier un avis requérant la divulgation, sans délai, et par écrit, des nom et adresse de tous les associés qui formaient la société à l'époque précisée dans l'avis. Si l'adresse actuelle d'un associé est inconnue, la société divulgue sa dernière adresse connue.

(2) Lorsqu'une société de personnes ne se conforme pas à l'avis prévu au paragraphe (1), sa demande peut être rejetée ou sa défense peut être radiée, selon le cas, ou bien l'instance peut être suspendue.

Exécution forcée

15.(1) L'ordonnance rendue contre une société de personnes sous sa raison sociale est exécutoire contre les biens de cette société.

(2) L'ordonnance rendue contre une société de personnes sous sa raison sociale est aussi exécutoire, si l'ordonnance ou une ordonnance subséquente le prévoit, contre toute personne qui a reçu signification en application du paragraphe 13(1) et qui, à l'époque déterminante, selon le cas, est réputée avoir été un associé conformément à ce paragraphe, a admis qu'elle était un associé ou a été reconnue en justice avoir été un associé à une époque déterminante.

(3) La partie qui obtient une ordonnance contre une société de personnes sous sa raison sociale peut demander à la cour, par voie de motion, la permission de la rendre exécutoire contre une personne qui a reçu une signification conformément au paragraphe 13(1). La cour pourra la lui accorder si la responsabilité du présumé associé est établie suivant les directives de la cour.

SOLE PROPRIETORSHIP

Sole proprietorship

16.(1) Where a person carries on business in a business name other than his or her own name, a proceeding may be commenced by or against the person using the business name.

(2) With necessary modifications, sections 12, 14 and 15 apply to a proceeding by or against a sole proprietor using a business name, as though the sole proprietor were a partner and the business name were the firm name of the partnership.

SERVING A CLAIM

Personal Service

17.(1) The claim shall be served as provided in section 19, by

- (a) personal service by the plaintiff,
- (b) personal service by the solicitor or agent representing the plaintiff,
- (c) personal service by the sheriff or agent representing the sheriff, or
- (d) mailing the claim by certified mail.

(2) Where personal service is attempted but cannot be effected, the claim shall be served as provided in section 20.

(3) A claim shall be served within one year of the date it is issued but, where a defendant has not been served within that period, the court may at any time extend the period for service.

(4) Each defendant named in the notice of claim shall be served with

- (a) the defendant's copy of the claim (Form 1), and
- (b) a blank reply form (Form 7).

Service of other documents

18.(1) No document, other than a claim, need be

ENTREPRISE À PROPRIÉTAIRE UNIQUE

Entreprise à propriétaire unique

16.(1) Une instance peut être introduite par ou contre une personne qui exploite une entreprise sous une appellation commerciale qui n'est pas son propre nom.

(2) Les articles 12, 14 et 15 s'appliquent, avec les modifications qui s'imposent, à l'instance introduite par ou contre un propriétaire unique sous son appellation commerciale, comme s'il était un associé et que son appellation commerciale était la raison sociale d'une société de personnes.

SIGNIFICATION DE LA DEMANDE

Service à personne

17.(1) La signification de la demande s'effectue conformément à l'article 19 comme suit :

- a) signification à personne par le demandeur;
- b) signification à personne par l'avocat ou le représentant du demandeur;
- c) signification personnelle par le shérif ou son représentant;
- d) par poste certifiée.

(2) Si le demandeur ne réussit pas à signifier la demande à personne, alors la signification peut être effectuée selon l'article 20.

(3) La demande est signifiée dans les douze mois suivant la date de son émission. La cour peut cependant proroger ce délai si la signification n'a pas été effectuée.

(4) Il est signifié à chacun des défendeurs nommés dans la demande les documents suivants :

- a) une copie de la demande (formulaire 1);
- b) une copie vierge de la défense

Signification d'autres documents

18.(1) La signification à personne des autres

served personally, unless these regulations or an order of the court require personal service.

documents n'est pas nécessaire à moins que le présent règlement ou qu'une ordonnance de la cour le prescrive.

(2) A document that is not required to be served personally,

(2) Le document qui n'a pas été signifié à personne

(a) shall be served on the party who is represented by a solicitor or agent by serving the solicitor or agent, and service may be effected by mailing a copy of the document to the solicitor or agent, or

a) est signifié au procureur ou au représentant, selon le cas, de la partie visée, et la signification peut se faire par l'envoi du document par la poste au procureur ou au représentant;

(b) may be served on a party who is not represented by a solicitor or agent by mailing a copy of the document to the party at the last address for service provided by the party or, if no such address has been provided, at the party's last known address;

b) peut être signifié à une partie qui n'est pas représentée par un avocat ou un représentant par envoi par la poste d'une copie, au dernier domicile élu qu'elle a indiqué, ou, à défaut, à sa dernière adresse connue, par voie de signification à personne.

(c) may be transmitted by telephone to the party's fax number for delivery, by using a fax cover memo (Form 6) together with a copy of the document.

c) peut être signifié par transmission téléphonique au numéro de télécopieur de la partie visée.

Method of service

Mode de signification

19. Where a document is to be served personally, service shall be made

19. La signification à personne d'un document s'effectue comme suit :

(a) on an individual, other than a person under disability, by leaving a copy of the document with the individual,

a) s'il s'agit d'un particulier, à l'exception d'une personne frappée d'incapacité, en lui laissant une copie du document;

(b) on a municipal corporation, by leaving a copy of the document with the chairperson, mayor, warden, reeve, clerk or deputy clerk of the municipality, or with the solicitor for the municipality,

b) s'il s'agit d'une municipalité, en laissant une copie du document au président, au maire, au président du conseil de comté ou au préfet, au secrétaire ou au secrétaire-adjoint de la municipalité, ou à un procureur la représentant;

(c) on a corporation other than a municipal corporation, by leaving a copy of the document with an officer, director or agent of the corporation, or with a person at any place of business or registered office of the corporation, or with a person who appears to be in control or management of the place of business,

c) s'il s'agit d'une personne morale autre qu'une municipalité, en laissant une copie du document à un dirigeant, un administrateur ou un représentant de la personne morale, ou s'il s'agit d'un établissement de la personne morale, à un particulier, à un dirigeant inscrit de la personne morale ou à un particulier assumant la direction ou la gestion de l'établissement;

(d) on a partnership, by leaving a copy of the document with any one or more of the partners, or with a person at any place of business of the partnership who appears to be in control or management of the place of business,

d) s'il s'agit d'une société de personnes, en laissant une copie du document à un ou plusieurs associés ou à une personne qui, dans un établissement de la société, paraît en assumer la direction;

(e) on a sole proprietorship, by leaving a copy of

the document with the sole proprietor, or with a person at any place of business of the sole proprietor who appears to be in control or management of the place of business,

(f) on a person outside of the Yukon who carries on business in the Yukon, by leaving a copy of the document with anyone carrying on business in the Yukon for the person,

(g) on a board or commission, by leaving a copy of the document with a member, officer or secretary of the board or commission,

(h) on Her Majesty the Queen in Right of Canada, in accordance with subsection 10(3) of the *Crown Liability Act* (Canada),

(i) on the Government of Yukon, by leaving a copy of the document with a solicitor for the Government of Yukon at the Andrew Philipsen Law Centre, Whitehorse, Yukon,

(j) on a minor, by leaving a copy of the document with the minor and, where the minor resides with a parent or other person having the care or lawful custody of the minor, by leaving another copy of the document with the parent or other person,

(k) on a person who has been declared mentally incompetent or incapable of managing his or her affairs, by leaving a copy of the document with the committee of the person's estate if there is one or, if not, with the committee of the person,

(l) on a person who is mentally incompetent or incapable of managing his or her affairs, by leaving a copy of the document with the Public Administrator, and by leaving another copy with the person except where the Public Administrator is the committee of the person's estate and the person is a patient or out-patient of a hospital under the *Mental Health Act* and the attending physician is of the opinion that leaving a copy with the person would be likely to cause the person serious harm, or

(m) on an absentee, by leaving a copy of the document with the absentee's committee if one has been appointed or, if not, with the Public Administrator.

e) s'il s'agit d'une entreprise à propriétaire unique, en laissant une copie du document au propriétaire ou à une personne qui, dans un établissement de l'entreprise, paraît en assumer la direction;

f) s'il s'agit d'une personne qui ne se trouve pas au Yukon mais qui y exploite une entreprise, en laissant une copie du document à quiconque exploite, au Yukon, une entreprise pour le compte de cette personne;

g) s'il s'agit d'un conseil ou d'une commission, en laissant une copie du document à un membre, à un agent ou au secrétaire;

h) s'il s'agit de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, en effectuant la signification conformément au paragraphe 10(3) de la *Loi sur la responsabilité de la Couronne* (Canada);

i) s'il s'agit du gouvernement du Yukon, en laissant une copie du document au procureur du gouvernement du Yukon au Andrew Philipsen Law Centre, Whitehorse, Yukon;

j) s'il s'agit d'un mineur, en lui laissant une copie du document et, s'il réside avec son père ou sa mère ou avec une personne qui en a la charge ou la garde légitime, en remettre une autre copie au père ou à la mère ou à cette autre personne;

k) s'il s'agit d'une personne déclarée incapable ou dont l'incapacité de gérer ses propres affaires a été reconnue, en laissant une copie du document avec le curateur aux biens de cette personne, le cas échéant, sinon, avec son curateur;

l) s'il s'agit d'une personne frappée d'incapacité, en remettre une copie avec la Curatelle publique ainsi qu'une copie à la personne même à moins que l'administrateur soit également le curateur aux biens de la personne et que la personne est un patient ou un patient externe aux termes de la *Loi sur la santé mentale* et que le médecin traitant est d'avis que d'en remettre copie à la personne concernée pourrait lui causer préjudice;

m) s'il s'agit d'un absent, en laissant une copie du document à son curateur ou, à défaut, à la Curatelle publique;

Deemed personal service

20.(1) Where these regulations or an order of the court requires personal service and personal service can not be effected, the document may be served by:

(a) leaving a copy addressed to the person at the place of residence with anyone who appears to be an adult member of the same household, and

(b) on the same day or the following day, mailing another copy of the document to the person.

(2) Despite the fact the head office or principal place of business of a corporation or, in the case of a corporation outside of the Yukon, the attorney for service in the Yukon cannot be found at the last address recorded with the office of the Registrar of Corporations, service may be made on the corporation by mailing a copy of the document to the corporation or to the attorney for service in the Yukon at the corporation's last address, recorded at the office of the Registrar of Corporations.

(3) Service in accordance with subsection (1) or subsection (2) is effective on the tenth day after the document is mailed.

Substituted service

21. Where it is shown that it is impractical to effect prompt service of a claim by personal service, the court may allow substituted service.

Service outside Yukon

22.(1) Where the defendant is outside of the Yukon, the plaintiff may arrange for service of the claim on the defendant, if

(a) the individual normally resides in the Yukon

(b) the transaction or event that resulted in the claim took place in the Yukon.

(2) The court may allow, as costs in an action, the costs reasonably incurred in effecting service of the claim outside of the Yukon.

Service by mail

23. Where a document is to be served by mail under these rules, it shall be sent by prepaid, first class mail, and service of the document shall be deemed to have been effected on the tenth day following the date of mailing.

Présomption de signification à personne

20.(1) Lorsque le présent règlement ou qu'une ordonnance prescrit la signification à personne, mais que celle-ci ne peut être effectuée, la signification s'effectue en laissant une copie du document adressée à la personne visée à sa résidence à toute personne qui semble être un adulte y résidant et en faisant parvenir par la poste le jour même ou le jour suivant une copie du document à la personne visée.

(2) Malgré le fait que le siège social ou principal lieu d'affaire d'une société, ou dans le cas d'une société extraterritoriale, son fondé de pouvoir aux fins de signification au Yukon, ne se trouve pas à la dernière adresse fournie au registraire des sociétés, la signification peut être effectuée en faisant parvenir par la poste une copie du document à la société ou à son fondé de pouvoir aux fins de signification au Yukon, selon le cas, à la dernière adresse de la société consignée au dossier du registraire des sociétés.

(3) Aux fins des paragraphes (1) et (2), la signification sera réputée avoir été effectuée le dixième jour de sa mise à la poste.

Signification indirecte

21. S'il est démontré qu'il est difficile de signifier sans délai une demande par voie de signification à personne, la cour peut permettre la signification indirecte.

Signification à l'extérieur du Yukon

22.(1) Lorsque le défendeur s'est absenté du Yukon, le demandeur peut signifier la demande au défendeur

a) si le défendeur réside habituellement au Yukon;

b) la cause d'action a son origine au Yukon.

(2) La cour peut adjuger, au titre des dépens de l'action, les frais justifiés pour effectuer la signification à l'extérieur du Yukon.

Signification par la poste

23. La signification d'un document par la poste conformément au présent règlement est effectuée par courrier affranchi de première classe. La signification d'un document par la poste sera réputée avoir été effectuée dix

Proof of service

24.(1) Service of a document may be proved by filing with the clerk of the court

(a) for personal service, substituted service or service by transmitting by telephone to the party's fax number, of a document, an affidavit of service (Form 4) of the person effecting service with a copy of the document and a copy of a fax memo (Form 6) if required, attached as an exhibit to the affidavit;

(b) by a sheriff or agent of the sheriff, a certificate of service (Form 5), of the person effecting service with a copy of the document.

Where document does not reach person served

25. Even though a person has been served with a document in accordance with these regulations, the person may show, on a motion to set aside the consequences of default or on a motion for an extension of time or on a motion in support for request for an adjournment, that the document

(a) did not come to his or her notice, or

(b) came to his or her notice only at some time later than when it was served or is deemed to have been served.

REPLYING TO A CLAIM

Reply

26.(1) A defendant who wishes to reply to the claim shall file a reply (Form 7) with the clerk of the court, together with a copy for every other party, within

(a) 20 days of service of the claim, if the party resides within the Yukon.

(b) 30 days of service of the claim, if the party resides outside the Yukon

jours après la date de la mise à poste du document.

Preuve de la signification

24.(1) La preuve de la signification peut être faite de l'une des façons suivantes :

a) dans le cas d'une signification à personne, d'une signification indirecte ou d'une signification par transmission téléphonique, en déposant auprès du greffier un affidavit de signification (formulaire 4) de la personne ayant effectuée la signification accompagné du document et, s'il y a lieu, d'une copie de la fiche de transmission par télécopieur (formulaire 6) ajouté comme annexe à l'affidavit;

b) dans le cas où la signification a été effectuée par le shérif ou son représentant, un certificat de signification (formulaire 5) signé par la personne qui a effectuée la signification accompagné d'une copie du document.

Non-réception du document

25. La personne à qui un document a été signifié conformément au présent règlement peut établir, au moyen d'une motion en relevé des conséquences du défaut, en ajournement d'une instance ou en prorogation du délai

a) soit que le document n'a pas été posté à son attention;

b) soit que le document n'a été porté à son attention que quelque temps après la signification ou la signification réputée effectuée.

DÉFENSE

Défense

26.(1) Le défendeur qui désire soumettre une défense à la demande, doit déposer une défense (formulaire 7) auprès du greffier de la cour avec une copie pour chacune des autres parties

a) dans les vingt jours de la signification de la demande, si la partie réside au Yukon;

b) dans les trente jours de la signification, si la partie réside à l'extérieur du Yukon.

(2) On receiving the reply and the required number of copies of the reply, and the required fee being paid, the clerk of the court shall

- (a) file the reply
- (b) place the original on the court file, and
- (c) return copies of the reply to the defendant

(3) The defendant shall mail a copy of the reply to the plaintiff and to every other party.

Contents of reply

27. A reply shall contain, in concise and non-technical terms, the following information:

- (a) the reasons why the defendant disagrees with the plaintiff's claim,
- (b) the defendant's name, address and telephone number and
- (c) if the defendant is represented by a solicitor or agent, the reply shall include their name, address and telephone number

COUNTERCLAIM

Counterclaim

28.(1) A defendant may make a counterclaim against the plaintiff in the reply.

(2) Section 33, with respect to default proceedings, does not apply to a plaintiff who defends against a counterclaim.

THIRD PARTY CLAIM

Third party claim

29.(1) Where a defendant wishes to make a claim against a person other than the plaintiff arising out of the transaction or occurrence relied upon by the plaintiff, or related to the plaintiff's claim, the defendant may file a third party claim (Form 8), together with two copies for each third party and one copy for each party to the action.

(2) On receiving the third party claim, the clerk shall immediately issue it by dating it, assigning it the same

(2) Dès qu'il reçoit une défense accompagnée d'un nombre suffisant de copies et des droits prescrits, le greffier de la cour

- a) dépose la défense;
- b) consigne l'original au dossier de la cour;
- c) retourne les copies de la défense au défendeur.

(3) Le défendeur fait parvenir par courrier une copie de la défense au demandeur et à toute autre partie à l'action.

Contenu de la défense

27. La défense doit énoncer en des termes simples et concis les renseignements suivants :

- a) les motifs pour lesquels le défendeur conteste la demande;
- b) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du défendeur;
- c) si le défendeur est représenté, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du procureur ou du représentant.

DEMANDE RECONVENTIONNELLE

Demande reconventionnelle

28.(1) Le défendeur peut présenter une demande reconventionnelle dans sa défense.

(2) Les dispositions de l'article 33 concernant le défaut ne s'appliquent pas au demandeur qui conteste la demande reconventionnelle.

MISE EN CAUSE

Mise en cause

29.(1) Si le défendeur entend présenter une demande contre une autre personne que le demandeur et que la demande résulte d'une opération ou d'un événement sur lequel se fonde le demandeur, ou que la demande est connexe à la demande du demandeur, il peut déposer une mise en cause (Formulaire 8), avec deux copies à l'intention de chacune des autres parties à la mise en cause et une copie à l'intention de chaque partie à l'action.

(2) Le greffier émet la mise en cause dès qu'il la reçoit en y inscrivant la date et en lui attribuant le même numéro

court file number as the claim in the related action, and placing the original in the court file.

Service of third party claim

30. A copy of the third party claim shall be served on every third party in the same manner as provided for service of a claim in sections 17, 19 or 20 of these regulations.

Defence to third party claim

31.(1) A party against whom a third party claim is made and who wishes to reply, shall file a reply (Form 4) with the clerk of the court, together with a copy for each of the parties to the third party claim and each party to the action,

(a) within 20 days of service of the third party claim;

(b) within 30 days of service of the third party claim, if the party resides outside the Yukon.

(2) On receiving the reply and the required number of copies of the reply, and the required fee being paid, the clerk of the court shall

(a) file the reply,

(b) place the original on the court file, and

(c) return copies of the reply to the defendant.

(3) The defendant shall mail a copy of the reply to each of the other parties to the third party claim and to each party to the action.

Trial of third party claim

32.(1) A third party claim shall be tried and disposed of at the trial of the action, unless the court orders otherwise.

(2) Where it appears that a third party claim may complicate or delay the trial of the action or cause undue prejudice to a party, the court may order separate trials or direct that the third party claim proceed as a separate action.

(3) Where a defendant in the action alleges by a third party claim that the third party is liable to the defendant

de dossier que celui attribué à la demande. Il conserve l'original de la mise en cause dans le dossier le dossier de la cour.

Signification de la mise en cause

30. Une copie de la mise en cause est signifiée à chaque tierce partie de la même manière qu'une demande en application des articles 17, 19 et 20 du présent règlement.

Défense à la mise en cause

31.(1) Une partie qui désire déposer une défense en réponse à une mise en cause déposée à son endroit, le fait en déposant une défense (formulaire 4) auprès du greffier de la cour accompagnée d'une copie pour chacune des parties à la mise en cause et chacune des parties à l'action

a) dans les vingt jours qui suivent la signification de la mise en cause;

b) dans les trente jours de la signification de la mise en cause si la partie réside à l'extérieur du Yukon.

(2) Dès que le greffier reçoit la défense accompagnée du nombre suffisant de copie et des droits prescrits, il

a) en dépose une copie;

b) consigne la copie originale au dossier de la cour;

c) retourne les copies de la défense au défendeur.

(3) Le défendeur doit faire parvenir par la poste à chacune des parties à la mise en cause et à chacune des parties à l'action une copie de la défense.

Instruction de la mise en cause

32.(1) Sauf ordonnance contraire de la cour, la mise en cause est instruite et décidée en même temps que l'action principale.

(2) S'il semble que la mise en cause peut compliquer ou retarder indûment l'instruction de l'action ou causer un préjudice indu à une partie, la cour peut ordonner des instructions distinctes ou ordonner que la mise en cause soit traitée comme une action distincte.

(3) Si un défendeur à l'action allègue dans une mise en cause que le tiers mis en cause lui est redevable de la

for all or part of the plaintiff's claim in the action, the third party may, at the trial, contest the defendant's liability to the plaintiff.

totalité ou d'une partie de la demande du demandeur, le tiers mise en cause peut, à l'instruction, contester la responsabilité du défendeur à l'égard du demandeur.

DEFAULT JUDGMENT

DÉFAUT

Default proceedings

Défaut

33.(1) Where the defendant fails to file a reply with the clerk of the court within the prescribed time, the clerk may, on request of the plaintiff and upon proof that the claim was served, sign a default judgment (Form 9 or Form 10).

33.(1) Lorsque le défendeur omet de déposer sa défense auprès du greffier dans les délais prescrits, le greffier peut, à la demande du demandeur qui lui prouve que la demande a été signifiée, signer un jugement par défaut (formulaire 9 ou 10).

(2) Subject to subsection (1), the clerk may enter judgment in respect of a claim against the defendant for a debt or liquidated demand for money, including

(2) Sous réserve du paragraphe (1) le greffier peut inscrire jugement relativement à une demande contre le défendeur pour une dette ou une somme déterminée, notamment

- (a) interest if claimed in the claim,
- (b) filing fees and service fees paid to the court, and
- (c) reasonable costs.

- a) les intérêts, s'ils sont réclamés dans la demande;
- b) le droit de dépôts et les coûts reliés à la signification payés à la cour;
- c) les dépens raisonnables.

(3) Where the claim is for a debt or liquidated demand for money and a reply is filed in respect of part only of the claim, the clerk may enter default judgment in respect of the part of the claim for which no defence is filed.

(3) Lorsque la demande vise une dette ou une somme déterminée et qu'une défense a été déposée relativement à une partie de la demande, le greffier peut inscrire un jugement pour la partie de la demande pour laquelle aucune défense n'a été présentée.

(4) Any entry of judgment under this rule does not affect the plaintiff's right to proceed on the remainder of the claim or against any other defendant for all or part of the claim.

(4) L'inscription d'un jugement en vertu du présent article ne porte pas atteinte au droit du demandeur de poursuivre la demande pour le solde ou contre un autre défendeur pour la totalité ou une partie de la demande.

(5) Where the claim against the defendant is not for a debt or liquidated demand for money and where the defendant fails to file a reply with the clerk within the prescribed time, the clerk may, on request of the plaintiff and upon proof that the claim was served, sign a default judgment (Form 10), and the clerk shall then fix a hearing date.

(5) Si la demande ne vise ni une créance ni le paiement d'une somme déterminée et que le demandeur ne dépose pas de défense dans le délai prescrit, le greffier peut, à la demande du demandeur qui lui présente une preuve que la demande a été signifiée, rendre un jugement par défaut (Formulaire 10) et fixer la date du procès.

(6) Where the clerk has signed a default judgment and fixed a hearing date under subsection (5), the clerk shall notify the plaintiff of the hearing date.

(6) Lorsque le greffier a signé un jugement par défaut et fixé une date d'audience en vertu du paragraphe (5), il en avise le demandeur.

(7) At the hearing under subsection (5), the plaintiff shall not be required to prove liability against the defendant against whom a default judgment has been

(7) Lors de l'audience tenue en application du paragraphe 5, le demandeur n'a pas à prouver la responsabilité du défendeur contre qui le jugement par

signed, but shall prove the amount of the claim.

Consequences of default judgment

34.(1) A defendant against whom a default judgment has been signed shall not file a defence or take any other step in the proceeding, except to bring a motion under section 35, without leave of the court or the plaintiff's consent.

(2) Notwithstanding any other section of the regulations, any step in the proceeding may be taken without the consent of the defendant against whom a default judgment has been signed, and the defendant is not entitled to notice of any step in the proceeding and need not be served with any other document.

Setting aside of default judgment

35.(1) On the motion of a party in default, the court may set aside a default judgment against the party on such terms as are just.

(2) Where the written consent of the parties is filed, the clerk of the court may set aside a default judgment.

MOTION

Discovery

36.(1) Except as this section provides, no discovery is permitted.

(2) The court may on motion, where the court is satisfied that special circumstances of the case make it necessary in the interests of justice, order discovery between the parties on such terms, including terms as to costs, as are just.

(3) Where discovery is to take the form of the examination of a party, the court may give directions as to

- (a) the scope of the examination,
- (b) whether the examination is to be by written questions and answers or by oral examination, and
- (c) if it is to be by oral examination, before whom it is to be conducted or recorded.

(4) Where discovery is to take the form of oral examination of a party, the party who made the motion

défaut a été inscrit, mais il est tenu de prouver le montant de sa réclamation.

Conséquences du jugement par défaut

34.(1) Si un jugement par défaut a été inscrit contre le défendeur, celui-ci ne peut déposer de défense ni prendre d'autres mesures dans l'instance, sauf une motion en vertu de l'article 35, sans l'autorisation de la cour ou le consentement du demandeur.

(2) Malgré tout autre article dans le présent règlement, une mesure dans l'instance peut être prise sans le consentement du défendeur contre qui un jugement par défaut a été rendu, et le demandeur ne peut exiger d'être avisé des mesures prises dans l'instance ni de recevoir signification des autres documents.

Annulation du jugement par défaut

35.(1) La cour peut, à la suite d'une motion de la partie en défaut, annuler le jugement par défaut rendu contre cette partie, à des conditions justes.

(2) Si le consentement écrit des parties est déposé, le greffier de la cour peut annuler le jugement par défaut.

MOTION

Enquête préalable

36.(1) Sous réserve du présent article, il n'y a pas d'enquête préalable.

(2) La cour peut, à la suite d'une motion, si elle reconnaît que les circonstances particulières de l'espèce l'exige dans l'intérêt de la justice, ordonner une enquête préalable entre les parties à des conditions justes, y compris pour ce qui concerne les dépens.

(3) La cour, si elle ordonne l'interrogatoire préalable d'une partie, peut donner des directives sur les points suivants :

- a) la portée de l'interrogatoire;
- b) la nature de l'interrogatoire, à savoir s'il sera oral ou écrit;
- c) la personne devant qui l'interrogatoire, le cas échéant, aura lieu ou sera enregistré.

(4) Sauf ordonnance contraire de la cour, les dépens d'un interrogatoire oral, y compris les honoraires du

under subsection (2) shall, unless the court orders otherwise

(a) pay the costs of the examination, including the costs of the court reporter and all transcription costs, and

(b) provide copies of the transcripts of the examination to the party being examined and to the court as soon as a transcript is available.

Motions

37.(1) Unless the court orders otherwise, a motion other than a motion at trial shall be commenced by filing a notice of motion (Form 11) and an affidavit (Form 12).

(2) A copy of the notice of motion and the affidavit (Form 12) shall be served by the party filing the motion on every party who has filed a claim or a defence, at least seven days before the hearing date.

Costs of motion

38.(1) No costs are recoverable in respect of a motion except that, where the court is satisfied that a motion should not have been brought or should not have been opposed or was necessary because of the default of a party, the court may fix the costs of the motion and order for them to be paid immediately.

(2) The costs of a motion fixed by the court under subsection (1) shall not exceed \$50 unless there are special circumstances.

MEDIATION

Mediation

39.(1) The parties to an action may elect to have the issue or issues mediated rather than tried.

(2) In order for the issue or issues to be mediated, all parties to the action shall elect mediation by completing a notice of election for mediation (Form 13) and filing it with the clerk of the court.

Appointment of mediator

40. If the parties to an action elect mediation,

(a) the clerk of the court shall appoint a mediator, and

sténographe officiel et les frais de transcription, incombent à la partie qui a présenté la motion visée au paragraphe (2). Dès que la transcription est disponible, une copie en est fournie à la partie interrogée et à la cour.

Motions

37.(1) Sauf ordonnance contraire de la cour, une motion, à l'exception d'une motion présentée au procès, (formulaire 11) et un affidavit (formulaire 12).

(2) Une copie de l'avis de motion et de l'affidavit (formulaire 12) sont signifiées par la partie qui fait la motion à toutes les parties qui ont déposé une demande ou une défense et ce au moins sept jours avant la date de l'audience.

Dépens sur la motion

38.(1) Une partie ne peut obtenir de dépens pour une motion. toutefois, la cour, si elle est convaincue qu'une motion n'aurait pas dû être introduite ou contestée, ou que la motion était nécessaire en raison du défaut d'une partie, peut fixer les dépens de la motion et ordonner leur paiement immédiat.

(2) Les dépens d'une motion fixés par la cour en vertu du paragraphe (1) ne dépassent pas 50 \$, sauf en des circonstances exceptionnelles.

MÉDIATION

Médiation

39.(1) Les parties à une action peuvent choisir la voie de la médiation plutôt qu'un procès.

(2) Si toutes les parties à l'action consentent à la médiation, elles complètent une demande de médiation (formulaire 13) qu'elles déposent auprès du greffier de la cour.

Nomination d'un médiateur

40. Si les parties à une action choisissent la médiation, le greffier nomme un médiateur et avise les parties, par téléphone ou par courrier ordinaire, de la date de la séance de médiation.

(b) shall notify the parties by telephone or regular mail of the date, time and place of mediation session.

Length of mediation session

41. A mediation session shall not exceed one hour in length, unless otherwise determined by the mediator with the consent of all parties. The mediator may adjourn to another day by consent of the parties.

Attendance at mediation session

42.(1) No legal counsel or agent shall appear on behalf of any party as agent or otherwise at a mediation session, except that a litigation guardian may appear on behalf of a person under disability.

(2) Failure to appear for mediation causes the matter to proceed to pre-trial conference.

Mediation decision

43.(1) The terms and conditions agreed to or the decision reached at a mediation session may be filed with the court as a consent order.

(2) If the terms and conditions agreed to or the decision reached at the mediation session, has not been filed with the court, they are unenforceable.

(3) If terms and conditions are not agreed upon, the matter will proceed to a pre-trial conference.

PRE-TRIAL CONFERENCE

Pre-trial conference

44.(1) Where a reply has been filed and mediation has not been elected, the clerk of the court shall, at the request of the plaintiff, fix a date, time and place for a pre-trial conference and mail notices to all parties to the action.

(2) A trial date will be set at the pre-trial conference.

(3) If one of the parties fails to attend the pre-trial conference, the clerk may sign a default judgment

(a) in Form 9 if for a liquidated amount;

(b) in Form 10 and the matter set for assessment

Durée de la séance de médiation

41. La séance de médiation ne peut durer plus d'une heure, à moins que le médiateur n'en décide autrement avec le consentement des parties. Le médiateur peut ajourner la séance avec le consentement des parties.

Présence à la séance de médiation

42.(1) Les parties à une séance de médiation ne sont pas représentées ni par un procureur, ni par un représentant ni par une autre personne, sauf dans le cas d'une personne frappée d'incapacité qui peut être représentée par un tuteur à l'instance.

(2) Lorsqu'une partie ne se présente pas à la séance de médiation, l'affaire procède à l'enquête au préalable.

Décision par médiation

43.(1) Les conditions convenues entre les parties ou la décision prise à une séance de médiation peuvent être déposées à titre d'ordonnance par consentement.

(2) Ne sont pas exécutoires les conditions convenues entre les parties ou la décision prise à une séance de médiation à moins d'avoir été déposées auprès du greffier de la cour.

(3) Si les parties ne peuvent en arriver à une entente, l'affaire procède à l'enquête au préalable.

ENQUÊTE AU PRÉALABLE

Enquête au préalable

44.(1) Lorsqu'une défense a été déposée et que les parties ont choisi de ne pas tenir de séance de médiation, le greffier de la cour, à la demande du demandeur, fixe la date, l'heure et le lieu pour la tenue d'une enquête au préalable et en avise les parties par la poste.

(2) La date du procès est fixée lors de l'enquête au préalable.

(3) Si l'une des parties néglige de se présenter à l'enquête au préalable, le greffier signe un jugement par défaut selon ce qui suit :

a) s'il s'agit d'une somme déterminée, en utilisant la formule 9;

without further notice to defendant.

(4) If a third party files a reply after a pre-trial conference, another pre-trial conference must be held, unless a judge orders otherwise.

WITHDRAWING OR AMENDING A DOCUMENT

Notice of withdrawal of claim or counterclaim

45.(1) A party may withdraw a claim or counterclaim at any time.

(2) A party who withdraws a claim or counterclaim must promptly serve notice of this on all parties who were served with the claim or counterclaim and file a copy of the notice (Form 14) at the registry.

(3) A party who withdraws a claim or counterclaim may not at any time proceed with it or file another notice with respect to the claim or counterclaim without the permission of a judge.

Amendments

46.(1) Anything in a notice of claim, reply or other document that has been filed by a party may be changed by that party

(a) without any permission, at any time before the pre-trial conference begins, and

(b) with the permission of a judge, at any time after that.

(2) All changes must be underlined, initialled and dated on the revised document and, if there is an order authorizing the change, the document must contain a reference to it.

(3) A party who changes a filed document must

(a) file a copy of the revised document at the registry,

b) s'il s'agit d'une détermination des dommages-intérêts, en utilisant le formulaire 10 pour la mise au rôle de l'affaire sans avis au défendeur;

(4) Si une tierce partie dépose une défense après la tenue d'une enquête au préalable, une autre enquête au préalable est tenue, à moins de directives contraires de la cour.

DÉSISTEMENT OU MODIFICATION D'UN DOCUMENT

Avis de désistement ou de retrait d'une demande reconventionnelle

45.(1) Toute partie peut retirer sa demande ou sa demande reconventionnelle en tout temps.

(2) La partie qui retire sa demande ou sa demande reconventionnelle doit immédiatement en signifier avis à toutes parties qui a reçu signification de l'avis de poursuite ou de la demande reconventionnelle et en déposer une copie (formulaire 14) auprès du greffier.

(3) La partie qui retire sa demande ou sa demande reconventionnelle ne peut continuer l'action ou déposer une autre demande relativement à cette demande ou demande reconventionnelle sauf sur la permission de la cour.

Modifications

46.(1) Tout renseignements contenu dans une demande, une défense ou autre document qui a été déposé par une partie peut être modifié par cette partie sans la permission de la cour avant la tenue de l'enquête au préalable, ou avec la permission de la cour par après.

(2) Toute modification doit être soulignée, paraphée et datée sur le nouveau document et si la modification a été autorisée par ordonnance, le document doit y faire référence.

(3) La partie qui apporte une modification à un document en dépose une copie auprès du greffier, et avant d'entreprendre une autre étape dans les procédure, en signifie une copie à toutes les parties à l'action, sauf dans le cas où une partie est jointe à l'action, la cour peut dispenser

(b) before taking any other step in the claim, serve a copy of the revised document on each party to the claim, the only exception being when a person is added as a party at trial, the court may dispense with service of the claim.

(4) The court may strike out or amend a claim or defence, or anything in a claim or defence, on the grounds that

(a) it discloses no reasonable cause of action or defence

(b) it is scandalous, frivolous or vexatious,

(c) it may prejudice, embarrass or delay the fair trial of the action, or

(d) it is otherwise an abuse of the court's process,

and may order the action to be stayed or dismissed or judgment to be entered accordingly, or may impose such terms as are just.

WITNESS

Summons to witnesses

47.(1) The party who requires the attendance of a person in the Yukon as a witness at trial may serve the person with a summons to witness (Form 15) requiring the person to attend the trial at the time and place stated in the summons, and the summons may also require the person to produce at trial the documents or other things related to the matters in question in the action, as specified in the summons, that are in his or her possession, control or power.

(2) A summons to witness shall be served on the witness by personal service in accordance with these regulations and, at the same time, the party summoning the witness must offer the witness reasonable estimated travelling expenses.

(3) Service of a summons to witness and the payment or tender of attendance money may be proved by an affidavit.

(4) A summons to witness continues to have effect until the attendance of the witness is no longer required.

de la signification.

(4) La cour peut annuler ou modifier une demande ou une défense au motif que l'écrit en question

a) ne révèle aucune cause d'action ni de défense raisonnable;

b) est scandaleux, frivole ou vexatoire;

c) peut compromettre, gêner ou retarder le jugement équitable de l'action;

d) constitue un usage abusif de la procédure judiciaire.

La cour peut en outre ordonner que l'action soit suspendue ou rejetée ou encore que jugement soit inscrit ou imposer les conditions qu'elle estime justes.

TÉMOINS

Assignation

47.(1) La partie qui veut appeler à témoigner au procès une personne se trouvant au Yukon peut signifier une assignation à témoigner (formulaire 15) exigeant sa présence au procès à la date, à l'heure et au lieu indiqués dans l'assignation. L'assignation peut également exiger que la personne produise au procès les documents ou autres objets précisés dans l'assignation qui se trouvent en sa possession, sous son contrôle ou sous sa garde et qui se rapportent aux questions en litige.

(2) L'assignation à témoin est signifiée au témoin à personne de la manière prévue au présent règlement et en même temps la partie qui assigne le témoin doit offrir au témoin de payer les dépenses raisonnables de déplacement.

(3) La signification de l'assignation et le versement ou l'offre de l'indemnité de présence peuvent être établis au moyen d'un affidavit.

(4) L'assignation reste en vigueur jusqu'à ce que la présence du témoin ne soit plus requise.

Failure to attend or remain in attendance

48.(1) Where a witness whose evidence is material to the conduct of an action fails to attend at the trial or to remain in attendance in accordance with the requirements of a summons to witness served on him or her, the trial judge may, by warrant for arrest of defaulting witness (Form 16) directed to all sheriffs and other peace officers in the Yukon, cause the witness to be apprehended anywhere within the Yukon and promptly brought before the court.

(2) On being apprehended under subsection (1), the witness may be detained in custody until his or her presence is no longer required, or may be released on such terms as are just, and the witness may be ordered to pay the costs arising from the failure to attend and remain in attendance.

(3) The party requesting the witness to be apprehended shall be responsible for all costs incurred in having the witness apprehended.

Abuse of power to summon witness

49. Where the court is satisfied that a party has abused the power to summon a witness under these regulations, the court may set aside a witness summons or may order that the party pay directly to the witness an amount as compensation for inconvenience and expense.

TRIAL

Proceeding to trial

50.(1) A party may proceed to have a matter set down for trial

(a) if the parties fail to reach a solution to the issue at a pre-trial conference,

(b) or a party fails to comply with the terms and conditions agreed to at a mediation session.

(2) No party to an action shall suffer any prejudice at trial merely by the fact that a mediation was held.

Notice of trial

51. Where the action is to be tried, and upon payment of the required fee, the clerk of the court issue a notice of trial (Form 17) and the plaintiff shall serve such notice to all parties to the action as provided in Section 18 of the regulations.

Défaut de se présenter ou de demeurer au procès

48.(1) Si un témoin dont le témoignage est essentiel au déroulement de l'action ne se présente pas ou ne demeure pas au procès conformément à l'assignation qui lui a été signifiée, le juge du procès peut, au moyen d'un mandat d'arrestation d'un témoin défaillant (formulaire 16) adressé à tous les shérifs et agents de la paix du Yukon, le faire arrêter où qu'il se trouve au Yukon, et amener immédiatement devant la cour.

(2) Après son arrestation conformément au paragraphe (1), le témoin peut être détenu jusqu'à ce que sa présence au procès ne soit plus requise ou être remis en liberté à des conditions justes. Il peut également être condamné à payer les dépens occasionnés par son défaut de se présenter ou de demeurer au procès.

(3) Le paiement de tous les frais relatifs à l'arrestation d'un témoin incombe à la partie qui a demandé l'arrestation.

Abus du pouvoir d'assigner un témoin

49. Lorsque la cour est convaincue que l'une des parties a abusé du pouvoir d'assigner un témoin, elle peut annuler l'assignation à témoin ou ordonner que la partie en cause paie directement au témoin une somme d'argent à titre de dédommagement pour l'inconvénient et dépenses.

PROCÈS

Engagement du procès

50.(1) Toute partie peut demander qu'une action soit mise au rôle dans les cas suivants :

a) les parties n'en sont pas pu régler la cause lors d'une enquête au préalable;

b) l'une des parties n'a pas respecté les modalités fixées lors d'une session de médiation.

(2) Le fait d'avoir eu recours à une médiation ne touche en rien les droits des parties à une action.

Avis de procès

51. Si la demande doit être jugée, le greffier, sur réception des droits prescrits, émet un avis de procès (formulaire 17) et le demandeur signifie un copie de l'avis à toutes les parties à l'action selon les modalités prévues à l'article 18 du présent règlement.

Failure to attend at trial

52.(1) Where an action is called for trial and all the parties fail to attend, the trial judge may strike the action off the trial list or may dismiss the action.

(2) Where an action is called for trial and a party fails to attend, the trial judge may

- (a) proceed with the trial in the party's absence,
- (b) where the plaintiff attends and the defendant fails to attend, strike out the defence and dismiss the counterclaim, if any, and allow the plaintiff to prove the claim,
- (c) where the defendant attends and the plaintiff fails to attend, dismiss the action and allow the defendant to prove the counterclaim, if any, or
- (d) make such other order as is just.

(3) The court may set aside or vary, on such terms as are just, a judgment obtained against a party who failed to attend at the trial.

Adjournment

53. The court may postpone or adjourn a trial on such terms, including payment by one party to another party of an amount as compensation for any inconvenience and expense, as are just.

Inspection

54. The trial judge may, in the presence of the parties or their representatives, inspect any place or property concerning which a question arises in the action.

Evidence at trial

55. At the trial of an undefended action, the plaintiff's case may be proved by an affidavit, by telephone or by teleconference, unless the trial judge orders otherwise.

Written statements and documents

56.(1) A written statement or document that has been served on all parties at least 14 days before the trial date shall be received in evidence, unless the trial judge orders otherwise.

(2) Subsection (1) applies to the following written

Défaut de se présenter au procès

52.(1) Si toutes les parties font défaut de se présenter au procès d'une action, le juge du procès peut radier l'action du rôle ou la rejeter.

(2) Si une partie fait défaut de se présenter au procès, le juge du procès peut :

- a) commencer le procès en l'absence de la partie;
- b) si le demandeur est présent et le défendeur est absent, radier la défense et rejeter la demande reconventionnelle, le cas échéant, et permettre au demandeur de faire la preuve de sa demande;
- c) si le défendeur est présent et le demandeur est absent, rejeter l'action et permettre au défendeur de faire la preuve de sa demande reconventionnelle, le cas échéant;
- d) rendre toute autre ordonnance juste.

(3) La cour peut rétracter ou modifier un jugement, à des conditions justes, prononcé contre une partie qui a fait défaut de se présenter au procès.

Ajournement

53. La cour peut reporter ou ajourner un procès à des conditions justes, y compris le paiement par une partie à une autre d'une indemnité au titre du dérangement et des dépenses.

Inspection

54. Le juge du procès peut, en la présence des parties ou de leurs représentants, inspecter un lieu ou un bien au sujet duquel une question a été soulevée dans l'action.

Preuve au procès

55. Sauf ordonnance contraire du juge du procès, lors de l'instruction d'une action non contestée, le demandeur peut établir le bien fondé de sa cause au moyen d'un affidavit (par téléphone ou téléconférence).

Déclarations écrites et documents

56.(1) Sauf ordonnance contraire du juge au procès, une déclaration écrite ou un document est reçu en preuve s'il a été signifié à toutes les parties au moins 14 jours avant la date du procès.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux déclarations

statements and documents:

(a) the signed, written statements of an expert witness, to the extent that the statement relates to facts and opinions to which the expert witness would be permitted to testify in person; and

(b) any other document including, but not limited to, a hospital record or medical report made in the course of care and treatment, a financial record, a bill, documentary evidence of loss of income or property, or a repair estimate.

(3) A party who serves a written statement or document on another party under this section shall append to or include in the statement or document that is served the name and address for service of the witness or author.

(4) A party who has been served with a written statement or document described in this section, and who wishes to cross examine the witness or author, may summon the witness or author as a witness under these regulations.

Preparation and filing fees

57. The court may allow a successful party an amount not exceeding \$100 for preparation and filing of pleadings.

Counsel fee

58. Where the amount of the claim exceeds \$1,500 exclusive of interest and costs, the court may allow

(a) an amount not exceeding \$150 as counsel fee at trial, if the successful party is represented by a solicitor, or

(b) an amount not exceeding \$75 as counsel fee at trial, if the successful party is represented by a student-at-law.

Compensation for inconvenience and expense

59. Where

(a) the amount of the claim exceeds \$1,500

écrites et documents suivants :

a) la déclaration écrite et signée d'un témoin expert, dans la mesure où la déclaration se rapporte à des faits et à des opinions qui pourraient faire l'objet d'un témoignage oral par le témoin;

b) un autre document, notamment un dossier d'hôpital ou un rapport médical dressé en cours de soin ou de traitement, un document à caractère financier, une facture, une preuve documentaire relative à la perte de revenus ou à des dommages matériels et un devis de réparations.

(3) La partie qui signifie à une autre partie une déclaration écrite ou un document décrit au présent article y annexe ou inclut le nom et le domicile élu du témoin ou de l'auteur.

(4) La partie qui a reçu signification d'une déclaration écrite ou d'un document décrit au présent article et qui entend contre-interroger le témoin ou l'auteur peut l'assigner à témoigner en vertu du présent règlement.

Frais de préparation et de dépôt

57. La cour peut adjuger à la partie qui obtient gain de cause un montant ne dépassant pas 100 \$ en ce qui concerne la préparation et le dépôt des actes de procédure.

Honoraires de l'avocat

58. Lorsque le montant de la demande dépasse 1 500 \$ sans les intérêts et les dépens, la cour peut accorder les sommes suivantes :

a) une somme ne dépassant pas 150 \$ à titre d'honoraire d'avocat, si la partie qui a gain de cause est représentée par un avocat;

b) une somme ne dépassant pas 75 \$ à titre d'honoraire d'avocat, si la partie qui a gain de cause est représentée par un étudiant stagiaire en droit.

Indemnité au titre du dérangement et des dépenses

59. La cour peut ordonner à la partie qui succombe de verser à celle qui a obtenu gain de cause une indemnité, ne dépassant pas 150 \$, au titre du dérangement et des

exclusive of interest and costs,

(b) a successful party is not represented by another person, and

(c) the court is satisfied that the proceeding has been unduly complicated or prolonged by an unsuccessful party,

the court may order that the unsuccessful party pay the successful party an amount not exceeding \$150 as compensation for inconvenience and expense.

Interest

60. The court may award pre-judgment or post-judgment interest under the *Judicature Act*.

PAYMENT OF CLAIM

Payment to court and settlement of claim

61. Where the defendant or any one of them has paid the total amount of the claim, together with all interest and costs including all filing fees and service costs, the clerk of the court shall pay to the plaintiff all of the monies paid to the court in the action and the plaintiff's action shall be at an end.

Admission of liability and request to arrange terms of payment

62.(1) A defendant who admits liability for all or part of the plaintiff's claim and who wishes to arrange terms of payment may, in the reply, admit liability and make a request to arrange terms of payment.

(2) Where a defendant files a reply as described in subsection (1), the clerk shall fix a time for a mediation session, if elected, or for a hearing.

(3) Unless otherwise specified in the order as to the terms of payment, if the defendant fails to make the payments in accordance with the order, the clerk may sign judgment for the unpaid balance on the filing of an affidavit by the plaintiff, swearing to the default and stating the amount paid and the unpaid balance.

dépenses, si les conditions suivantes sont réunies :

a) le montant demandé dépasse 1 500 \$, à l'exclusion des intérêts et des dépens;

b) la partie qui obtient gain de cause n'est pas représentée par une autre personne;

c) la cour reconnaît que la partie qui succombe a indûment compliqué ou prolongé l'instance.

Intérêts

60. La cour peut accorder des intérêts avant jugement ou après jugement en vertu de la *Loi sur l'organisation judiciaire*.

PAIEMENT DE LA DEMANDE

Paiement à la cour et règlement de la demande

61. Lorsqu'un défendeur ou l'un d'eux a payé le montant de la demande au complet y compris les intérêts et les dépens, notamment les droits de dépôt et les coûts reliés à la signification, le greffier doit remettre au demandeur toutes les sommes payées à la cour dans le cadre de l'action et l'action du demandeur prend fin.

Aveu de responsabilité et demande de fixer les modalités de paiement

62.(1) Le défendeur qui reconnaît sa responsabilité relativement à la demande du demandeur, en tout ou en partie, et qui souhaite faire des arrangements pour le paiement des sommes dues, peut, dans sa défense, reconnaître sa responsabilité et demander que des arrangements soient faits pour le paiement.

(2) Lorsque le défendeur dépose une défense conformément au paragraphe (1), le greffier fixe une date pour une session de médiation ou pour une audience, selon le choix des parties.

(3) À moins qu'il ne soit prévu autrement dans l'ordonnance, si le défendeur fait défaut de paiement selon les termes de l'ordonnance, le greffier signe un jugement pour la balance impayée sur réception d'un affidavit du demandeur attestant que le défendeur est en défaut et indiquant le montant qui a été payé ainsi que celui qui reste à payer.

ENFORCEMENT

Enforcement of order

63. Where the court is satisfied that the debtor's circumstances have changed, the court may stay proceedings to enforce an order of the court for such time and on such terms as are just, and may vary the times and proportions of which money payable under an order of the court shall be paid.

General

64. In addition to any other method of enforcement provided by law, an order for payment or recovery of money may be enforced by

- (a) a writ of seizure and sale of personal property (Form 18) under section 65,
- (b) a writ of seizure and sale of land (Form 19) under section 66, and
- (c) garnishment under the *Garnishee Act*,

and a further order as to payment may be made under subsection 68(7).

Delivery of personal property

65.(1) An order for delivery of personal property may be enforced by a writ of delivery (Form 19) issued by the clerk to a sheriff on the request of the person in whose favour the order was made, supported by an affidavit of that person or his or her agent stating that the property has not been delivered.

(2) If the property referred to in a writ of delivery cannot be found or taken by the sheriff, the person in whose favour the order was made may make a motion to the court for an order directing the sheriff to seize any other personal property of the person against whom the order was made.

(3) The sheriff shall keep personal property seized under subsection (2) pending any further order of the court as to its disposition.

Writ of seizure and sale of personal property

66.(1) Where there is default under an order for the payment or recovery of money, the clerk shall, at the

EXÉCUTION

Exécution forcée

63. S'il reconnaît que la situation du débiteur a changé, la cour peut surseoir à l'instance qui vise à faire exécuter une ordonnance pour une durée et à des conditions justes. Il peut modifier les dates et les proportions des versements exigibles en vertu d'une ordonnance.

Dispositions générales

64. Une ordonnance de paiement ou de recouvrement d'une somme d'argent peut être exécutée par l'un des moyens suivants, qui s'ajoutent aux autres moyens prévus par la loi, à savoir :

- a) un bref de saisie-exécution de biens meubles (formulaire 18) en application de l'article 65;
- b) un bref de saisie-exécution de biens-fonds (formulaire 19) en application de l'article 66;
- c) une saisie-arrêt en application de la *Loi sur la saisie-arrêt*.

Une ordonnance additionnelle de paiement peut être rendue en vertu du paragraphe 68(7).

Délaissement de biens meubles

65.(1) Une ordonnance de délaissement de biens meubles peut être exécutée au moyen d'un bref de délaissement (formulaire 19) que le greffier délivre au shérif à la demande de la personne en faveur de qui l'ordonnance a été rendue, appuyé d'un affidavit de cette personne ou de son représentant portant que le bien n'a pas été délaissé.

(2) Si le shérif ne peut trouver les biens visés par un bref de délaissement ni en prendre possession, la personne en faveur de qui l'ordonnance a été rendue peut, par voie de motion à la cour, demander une ordonnance portant que le shérif saisisse d'autres biens meubles de la personne contre qui l'ordonnance a été rendue.

(3) Le shérif garde les biens meubles saisis en vertu du paragraphe (2) jusqu'à ce que la cour, par ordonnance, décide de leur affectation.

Bref de saisie-exécution de biens meubles

66.(1) En cas de défaut en ce qui concerne une ordonnance de paiement ou de recouvrement d'une

creditor's request supported by written statement of the amount still owing, issue to the sheriff a writ of seizure and sale of personal property (Form 18) and the sheriff shall enforce the writ for the amount owing, post-judgment interest and sheriff's fees and expenses.

(2) A writ of seizure and sale of personal property remains in force for one year from the date of its issue and for a further one year from each renewal.

(3) A writ of seizure and sale of personal property may be renewed before its expiration by filing with the clerk a request to renew the writ.

(4) A writ of seizure and sale of personal property shall show the creditor's name, address and telephone number, and the name, address and telephone number of his or her agent if any.

(5) The sheriff shall, on request, deliver an inventory of personal property seized under a writ of seizure and sale of personal property to the debtor or the debtor's agent within a reasonable time after the request is made.

(6) Personal property seized under a writ of seizure and sale of personal property shall not be sold by the sheriff unless notice of the time and place of the sale has been

(a) mailed, at least 14 days before the sale, to the creditor at the address shown on the writ and to the debtor at his or her last known address, and

(b) advertised in a manner that is likely to bring it to the public's attention.

Writ of seizure and sale of land

67.(1) Where an order for the payment or recovery of money is unsatisfied, the clerk shall, at the creditor's request supported by a written statement of the amount still owing, issue to the sheriff a writ of seizure and sale of land (Form 19).

(2) A writ of seizure and sale of land issued under subsection (1) has the same force and effect, and may be renewed and shall be withdrawn in the same manner, as a writ of seizure and sale issued under the Rules of Practice of the Supreme Court.

somme d'argent, le greffier, à la demande du créancier, appuyé d'un état du montant qui reste dû, délivre au shérif un bref de saisie-exécution de biens meubles (formulaire 18). Le shérif exécute le bref pour le montant dû, plus les intérêts postérieurs au jugement et ses propres droits et dépenses.

(2) Le bref de saisie-exécution de biens meubles reste en vigueur pendant un an à compter de la date de sa délivrance ou de son renouvellement.

(3) Le bref de saisie-exécution de biens meubles peut être renouvelé avant son expiration par le dépôt d'une demande de renouvellement du bref auprès du greffier.

(4) Le bref de saisie-exécution de biens meubles porte les nom, adresse et numéro de téléphone du créancier et ceux de son représentant ou procureur, le cas échéant.

(5) Le shérif remet, sur demande, un inventaire des biens meubles saisis en exécution du bref de saisie-exécution de biens meubles au débiteur ou à son représentants, dans un délai raisonnable après la présentation de la demande.

(6) Le shérif ne vend pas les biens meubles saisis en exécution d'un bref de saisie-exécution de biens meubles à moins qu'un avis indiquant la date, l'heure et le lieu de la vente n'ait été :

a) envoyé par la poste au créancier à l'adresse indiquée sur le bref, à son représentant ou à son procureur, ainsi qu'au débiteur, à sa dernière adresse connue, au moins quatorze jours avant la vente;

b) publié d'une façon susceptible d'attirer l'attention du public.

Bref de saisie-exécution de biens-fonds

67.(1) Si l'ordonnance de paiement ou de recouvrement d'une somme d'argent n'est pas respectée, le greffier, à la demande du créancier, appuyé d'un état du montant qui reste dû, délivre au shérif un bref de saisie-exécution de biens-fonds (formulaire 19).

(2) Le bref de saisie-exécution de biens-fonds délivré en vertu du paragraphe (1) a le même effet et peut être renouvelé ou retiré de la même façon qu'un bref de saisie-exécution délivré en vertu des règles de pratique de la Cour suprême.

Garnishment

68. A creditor may enforce an order for the payment or recovery of money by garnishment of debts payable to the debtor by other persons, under the provisions of the *Garnishee Act*.

Examination of debtor

69.(1) Where there is a default under an order for the payment or recovery of money, the clerk shall, at the creditor's request, issue a notice of examination (Form 21) directed to the debtor.

(2) The creditor's request shall be accompanied by an affidavit setting out

- (a) the date of the order and the amount awarded,
- (b) the rate of post-judgment interest payable,
- (c) the date and amount of any payment received since the order was made, and
- (d) the amount owing including post-judgment interest.

(3) The notice of examination shall be served on the debtor personally at least 14 days before the date set for the examination.

(4) The debtor may be examined in relation to

- (a) the reason for non-payment,
- (b) the debtor's income and property,
- (c) the debts owed to and by the debtor,
- (d) the disposal the debtor has made of any property either before or after the making of the order,
- (e) the debtor's present, past or future means to satisfy the order,
- (f) whether the debtor intends to pay the order or has any reason for not doing so, and
- (g) any other matter pertinent to the enforcement of the order.

Saisie-arrêt

68. Le créancier peut exécuter une ordonnance de paiement ou de recouvrement d'une somme d'argent au moyen d'une saisie-arrêt des créances du débiteur contre des tiers, conformément aux dispositions de la *Loi sur la saisie-arrêt*.

Interrogatoire du débiteur

69.(1) Lorsque le débiteur fait défaut de paiement d'une somme payable en vertu d'une ordonnance pour le paiement ou le recouvrement d'une somme d'argent, le greffier, à la demande du créancier, émettre un avis d'interrogatoire (formulaire 21) adressé au débiteur.

(2) La demande du créancier est accompagnée d'un affidavit énonçant :

- a) la date de l'ordonnance et le montant adjugé;
- b) le taux exigible des intérêts postérieurs au jugement;
- c) la date et le montant des paiements reçus depuis que l'ordonnance a été rendue;
- d) le montant qui reste dû, y compris les intérêts postérieurs au jugement.

(3) L'avis d'interrogatoire est signifié par voie de signification à personne au moins quatorze jours avant la date prévue de l'interrogatoire.

(4) Le débiteur peut être interrogé en ce qui concerne :

- a) la raison du non-paiement;
- b) ses revenus et ses biens;
- c) ses dettes et ses créances;
- d) aliénation, par lui, d'un bien avant que l'ordonnance ait été rendue ou après;
- e) les moyens passés, actuels et futurs dont il dispose pour satisfaire à l'ordonnance;
- f) le fait qu'il entend respecter l'ordonnance ou a des raisons de ne pas le faire;
- g) toute autre question se rapportant à l'exécution forcée de l'ordonnance.

(5) An officer or director of a corporate debtor, or a partner or sole proprietor against whom the order may be enforced in the case of a debtor that is a partnership or sole proprietorship, may be examined on behalf of the debtor in relation to the matters set out in subsection (4).

(6) The examination shall be held in the absence of the public unless the court orders otherwise.

(7) After the examination, the court may make an order as to payment.

Warrant of arrest and committal

70.(1) Where a debtor on whom a notice of examination has been served

(a) fails to attend as required by the notice of examination and the court is satisfied that the failure to attend is wilful, then the court may order a warrant for the debtor's arrest;

(b) attends and refuses to answer questions, the court may order the debtor to be committed to a correctional institution for a specified period not exceeding 40 days.

(2) Where an order has been made under subsection (1),

(a) the clerk shall issue a warrant of arrest (Form 22) directed to a sheriff or other peace officer, and the sheriff or the peace officer may then take the debtor and deliver him or her to court for a hearing;

(b) the clerk shall issue a warrant of committal (Form 23) directed to a sheriff or other peace officer, and the sheriff or the peace officer may then take the debtor and deliver him or her to the superintendent of the correctional institution referred to in the warrant of committal.

(3) The sheriff or peace officer shall not enforce a warrant of committal if the court orders the debtor to attend before the court to explain why the warrant should not be enforced.

(4) Notice of a hearing under subsection (3) shall be

(5) Un dirigeant ou un administrateur d'une personne morale qui est débitrice, ou encore un associé ou un propriétaire unique contre qui un jugement peut être exécuté dans le cas d'un débiteur qui est société de personne ou une société à propriétaire unique, peuvent être interrogé au lieu du débiteur sur tout propos énoncés au paragraphe (4).

(6) Sauf ordonnance contraire de la cour, l'interrogatoire est tenu à huis clos.

(7) Après l'interrogatoire la cour peut rendre une ordonnance relative au paiement.

Mandat d'arrestation et d'incarcération

70.(1) Si le débiteur qui a reçu signification d'un avis d'interrogatoire

a) ne se présente pas comme l'exige l'avis d'interrogatoire et que la cour est convaincu que son défaut de comparaître est délibéré, la cour peut ordonner l'émission d'un mandat d'arrestation contre le débiteur;

b) se présente et refuse de répondre aux questions, la cour peut ordonner que le débiteur soit incarcéré pendant une période précise qui ne dépasse pas quarante jours, dans un établissement correctionnel.

(2) Si une ordonnance a été rendue en vertu du paragraphe (1)

a), le greffier délivre un mandat d'arrestation (formulaire 22) adressé au shérif ou à un autre agent de la paix. Celui-ci peut, en vertu du mandat, amener le débiteur devant la cour pour audience;

b) le greffier délivre un mandat d'incarcération (formulaire 23) adressé au shérif ou à un autre agent de la paix. Celui-ci peut, en vertu du mandat, amener le débiteur et le remettre entre les mains du directeur de l'établissement correctionnel visé dans le mandat.

(3) Le shérif ou l'agent de la paix n'exécute pas un mandat d'arrestation si la cour ordonne au débiteur de se présenter devant la cour afin d'expliquer pourquoi le mandat ne devrait pas être exécuté.

(4) L'avis d'audience prévu au paragraphe (3) est

served on the debtor by mail or by personal service as the court directs.

- (5) At the hearing, the court may
- (a) order that the debtor attend an examination under section 68, or
 - (b) make an order as to payment, or
 - (c) order that the warrant of committal, if any be enforced,

(6) A warrant of arrest or of committal remains in force for six months from the date of its issue and may be renewed by an order of the court.

(7) The debtor shall be discharged from custody on the court's order or shall be discharged when the time prescribed in the warrant of committal expires, whichever is earlier.

OTHER

Non-compliance with the regulations

71.(1) A failure to comply with these regulations is an irregularity and does not render a proceeding or a step in a proceeding a nullity, and the court may grant all necessary amendments or other relief, on such terms as are just, to secure the just determination of the matters in dispute.

(2) Where necessary in the interest of justice, the court may waive compliance with any part of these regulations at any time.

Time

72.(1) Where these regulations or an order of the court prescribe a period of time for the taking of a step in a proceeding, the time shall be counted by excluding the first day and including the last day of the period and, where the last day of the period of time falls on a Saturday, Sunday or a holiday, the period shall be deemed to end on the day next following that is not a Saturday, Sunday or a holiday.

(2) The court may lengthen or shorten any time prescribed by these regulations for an order, on such terms as are just.

signifié au débiteur soit par la poste, soit par voie de signification à personne selon les directives de la cour.

(5) Lors de l'audience, la cour peut prendre l'une des mesures suivantes :

- a) ordonner au débiteur de se présenter à un interrogatoire conformément à l'article 68;
- b) rendre une ordonnance relative au paiement;
- c) ordonner que le mandat d'incarcération, s'il y a lieu, soit exécuté.

(6) Le mandat d'arrestation ou d'incarcération reste en vigueur pendant six mois à compter de la date à laquelle il a été délivré. Il peut être renouvelé par ordonnance de la cour.

(7) Le débiteur est libéré si la cour l'ordonne ou quand le délai prévu dans le mandat d'incarcération expire, selon lequel de ces événements survient le premier.

AUTRE

Inobservation du règlement

71.(1) L'inobservation du présent règlement constitue une irrégularité et n'est cause de nullité ni de l'instance ni d'une mesure prise dans le cadre de celle-ci. La cour peut autoriser les modifications ou accorder les mesures de redressement nécessaires, à des conditions justes, afin d'assurer une résolution équitable des véritables questions en litige.

(2) La cour peut dispenser quiconque de l'observation de toute disposition du présent règlement si cela est nécessaire dans l'intérêt de la justice.

Délais

72.(1) Le délai imparti en vertu du présent règlement ou d'une ordonnance de la cour pour prendre une mesure dans le cadre d'une instance, se calcule en excluant le premier jour mais en incluant le dernier jour. Si le dernier jour du délai tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est réputé prendre fin le jour suivant que n'est ni un samedi, ni un dimanche, ni un jour férié.

(2) La cour peut proroger ou abrégé le délai fixé par le présent règlement ou par une ordonnance, à des conditions justes.

(3) The time prescribed by these regulations for serving or filing a document may be lengthened or shortened by the written consent of the parties, subject to approval of the clerk of the court.

Notice of intention to proceed after delay of one year

73.(1) In a proceeding where a judgment has not been obtained and no step has been taken for one year, no party shall proceed until

- (a) the expiration of 28 days after service of notice of his or her intention to proceed (Form 24) on all other parties of record, and
- (b) a copy of the notice and proof of service has been filed.

(2) Notwithstanding subsection (1), a defendant or respondent may apply to have the proceedings dismissed for want of prosecution without serving notice of intention to proceed.

Costs

74.(1) The successful party is entitled to be paid his or her disbursements, as assessed by the clerk of the court, by the unsuccessful party unless the court orders otherwise.

(2) The clerk's assessment of disbursements under subsection (1) is subject to review by the court.

Appeal

75.(1) An appeal shall be made by filing notice of appeal with the clerk of the court and the clerk of the Supreme Court.

(2) A notice of appeal must be filed within 30 days of the date of the judgment appealed from.

Filing fees

76. The fees for matters in the Small Claims Court shall be as set out in Schedule "A" annexed to these regulations.

Forms

77.(1) The forms in Schedule "B" must be used in accordance with these regulations and the instructions on the forms.

(2) The clerk of the court may refuse to accept a

(3) Le délai prescrit par le présent règlement pour la signification ou le dépôt d'un document peut être prorogé ou abrégé par consentement écrit des parties, sous réserve de l'approbation du greffier.

Avis d'intention de poursuivre après un délai d'un an

73.(1) L'action n'a pas été jugée et à l'égard de laquelle aucune mesure n'a été prise depuis un an est poursuivie aux conditions suivantes :

- a) vingt-huit jours se sont écoulés depuis la signification de l'avis d'intention de poursuivre (formulaire 24) à toutes les parties au dossier;
- b) une copie de l'avis et la preuve de la signification ont été déposées.

(2) Malgré le paragraphe (1), le défendeur ou l'intimé peut demander le rejet de l'action pour défaut de procédure utile sans signification d'avis d'intention de poursuivre.

Dépens

74.(1) Sauf ordonnance contraire de la cour, la partie qui obtient gain de cause a droit à ce que ses débours, tels qu'ils sont liquidés par le greffier, soient payés par la partie qui succombe.

(2) La liquidation des débours par le greffier en vertu du paragraphe (1) est susceptible d'être révisée par la cour.

Appel

75.(1) L'appel est interjeté au moyen d'un avis d'appel déposé auprès du greffier de la cour et du greffier de la Cour suprême.

(2) L'avis d'appel est déposé dans les 30 jours qui suivent la date du jugement faisant l'objet de l'appel.

Droit de dépôt

76. Les droits relatifs aux instances devant la Cour des petites créances sont indiqués dans l'annexe A du présent règlement.

Formulaires

77.(1) Les formules prescrites à l'annexe «B» sont utilisées conformément au présent règlement et selon les directives apparaissant sur ces formules

(2) Le greffier de la cour peut refuser un document aux

document for filing if it is

- (a) not in the form required by these regulations,
or
- (b) not completed according to the instructions
on that form.

Translation of Documents

78. Upon a request, a translation in French/English shall be made available by the party that served the form.

Officers

79. The Chief Judge of the Territorial Court may appoint Justices of the Peace or the Clerk of the Territorial Court to preside over pre-trial hearings.

fins de dépôt dans les cas suivants :

- a) n'est pas en la forme prescrite par le présent règlement;
- b) n'est pas rempli selon les directives données sur la formule.

Traduction de documents

78. La partie qui a signifié une formule fournit, sur demande, une traduction vers le français ou vers l'anglais, selon le cas, du document.

Officiers

79. Le juge en chef de la Cour territoriale peut nommer des juges de paix ou le greffier de la Cour territoriale pour entendre les audiences préalables au procès.

SCHEDULE A

ANNEXE A

FEES

TARIF

1. For filing a claim		1. Frais de dépôt	
(a) for claims up to and including \$3,000:	\$ 50.00	a) pour réclamations allant jusqu'à et incluant 3 000 \$:	50 \$
(b) for claims over \$3,000 and not exceeding \$5,000:	100.00	b) pour réclamations de plus de 3 000 \$ mais n'excédant pas 5 000 \$:	100 \$
2. For filing a reply, except where the defendant has agreed to pay all of the claim:	25.00	2. Droits de dépôt de la défense sauf lorsque le défendeur a accepté de payer la réclamation au complet	25 \$
3. For scheduling a trial:	50.00	3. Mise au rôle de l'action	50 \$
4. For search of a record of a proceeding, except a search by a party or by the party's solicitor:	2.00	4. Consultation d'un document relatif à une instance, sauf si la consultation effectuée par une des parties ou son procureur	2 \$
5. For copies, per page:	.50	5. Frais pour les copies, par page :	.50 \$
6. For a certified copy:	5.00	6. Copie certifiée :	5 \$
7. For a certificate of judgment or any other certificate:	5.00	7. Certificat de jugement ou autre certificat	5 \$
8. For filing a copy of an order from another registry of the court:	5.00	8. Dépôt d'une copie d'une ordonnance d'un autre registre de la cour	5 \$

Fees and expenses for sheriff's services used, if any, are in accordance with the prevailing established rates set as per Supreme Court Rules Schedule 2 - Fees Payable to Sheriff.

Frais et dépenses du shérif, s'il y a lieu, selon les tarifs établis à l'annexe 2 des Règles de la Cour suprême. Ces sommes sont payables au shérif.

SCHEDULE B

ANNEXE B

FORMS

FORMULAIRES

FORM 1.	CLAIM	FORMULAIRE 1	DEMANDE
FORM 2.	CONSENT TO ACT AS LITIGATION GUARDIAN	FORMULAIRE 2	CONSENTEMENT POUR AGIR À TITRE DE TUTEUR À L'INSTANCE
FORM 3.	NOTICE TO ALLEGED PARTNER	FORMULAIRE 3	AVIS AU PRÉTENDU ASSOCIÉ
FORM 4.	AFFIDAVIT OF SERVICE	FORMULAIRE 4	AVIS DE SIGNIFICATION
FORM 5.	CERTIFICATE OF SERVICE	FORMULAIRE 5	CERTIFICAT DE SIGNIFICATION
FORM 6.	FAX MEMO	FORMULAIRE 6	FICHE D'ENVOI PAR TÉLÉCOPIEUR
FORM 7.	REPLY	FORMULAIRE 7	DÉFENSE
FORM 8.	THIRD PARTY CLAIM	FORMULAIRE 8	MISE EN CAUSE
FORM 9.	DEFAULT JUDGMENT FOR PLAINTIFF	FORMULAIRE 9	JUGEMENT PAR DÉFAUT EN FAVEUR DU DEMANDEUR
FORM 10.	DEFAULT JUDGMENT	FORMULAIRE 10	JUGEMENT PAR DÉFAUT
FORM 11.	NOTICE OF MOTION	FORMULAIRE 11	AVIS DE MOTION
FORM 12.	AFFIDAVIT	FORMULAIRE 12	AFFIDAVIT
FORM 13.	NOTICE OF ELECTION FOR MEDIATION	FORMULAIRE 13	DEMANDE DE MÉDIATION
FORM 14.	NOTICE OF WITHDRAWAL	FORMULAIRE 14	AVIS DE DÉSISTEMENT
FORM 15.	SUMMONS TO WITNESS	FORMULAIRE 15	ASSIGNATION
FORM 16.	WARRANT FOR ARREST OF DEFAULTING WITNESS	FORMULAIRE 16	MANDAT D'ARRESTATION D'UN TÉMOIN DÉFAILLANT
FORM 17.	NOTICE OF TRIAL	FORMULAIRE 17	AVIS DE PROCÈS
FORM 18.	WRIT OF SEIZURE AND SALE OF PERSONAL PROPERTY	FORMULAIRE 18	BREF DE SAISIE-EXÉCUTION DE BIENS MEUBLES
FORM 19.	WRIT OF SEIZURE AND SALE OF LAND	FORMULAIRE 19	BREF DE SAISIE D'EXÉCUTION DE BIENS-FONDS
FORM 20.	WRIT OF DELIVERY	FORMULAIRE 20	BREF DE DÉLAISSEMENT
FORM 21.	NOTICE OF EXAMINATION	FORMULAIRE 21	AVIS D'INTERROGATOIRE
FORM 22.	WARRANT OF ARREST	FORMULAIRE 22	MANDAT D'ARRESTATION
FORM 23.	WARRANT OF COMMITTAL	FORMULAIRE 23	MANDAT D'INCARCÉRATION
FORM 24.	NOTICE OF INTENTION TO PROCEED	FORMULAIRE 24	AVIS D'INTENTION DE POURSUIVRE

Form No. 1

**YUKON TERRITORY
SMALL CLAIMS COURT**

FORM #1

File #: _____

CLAIM

PLAINTIFF(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

DEFENDANT(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

TO THE DEFENDANT(S):

The Plaintiff claims from you \$ _____ (and costs for the reasons set out below).

IF YOU DO NOT FILE A DISPUTE WITHIN TWENTY (20) DAYS (in Territory) OR THIRTY (30) DAYS (out of Territory) AFTER YOU HAVE RECEIVED THIS CLAIM, JUDGMENT MAY BE ENTERED AGAINST YOU.

TYPE OF CLAIM:

____ N.S.F. Cheque	____ Damage to Property	____ Lease
____ Motor Vehicle Accident	____ Promissory Note	____ Services Rendered
____ Unpaid Account/Loan	____ Other (describe)	_____

REASONS FOR CLAIM AND DETAILS

(Explain what happened, where and when, and the amount(s) of money involved. Attach any supporting documents.)

(Signature of Plaintiff)

(Date)

PLACE OF TRIAL (if Trial is necessary) _____

References: Sections 2-5, 78; *Small Claims Court Regulations*

Formulaire N° 1

TERRITOIRE DU YUKON
LA COUR DES PETITES CRÉANCES

FORMULAIRE 1

Dossier n° : _____



DEMANDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____
2. _____

DÉFENDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____
2. _____

AU(X) DÉFENDEUR(S):

Le demandeur vous demande _____ \$ (ainsi que les dépens pour les motifs mentionnés ci-dessous).

SI VOUS NE DÉPOSEZ PAS DE DÉFENSE DANS LES VINGT (20) JOURS (dans le territoire) OU TRENTE (30) JOURS (à l'extérieur du territoire) APRÈS AVOIR REÇU LA PRÉSENTE DEMANDE, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE INSCRIT CONTRE VOUS.



_____ chèque sans provision _____ dégradation d'un location _____ contrat de location
_____ accident d'un véhicule automobile _____ billet _____ services rendus
_____ prêt impayé/prêt non remboursé _____ autre (décrivez) _____

MOTIFS DE LA DEMANDE ET DÉTAILS

(Expliquer ce qui est arrivé, où et quand, et préciser les montants d'argent en cause. Joindre les pièces justificatives.)

(signature du demandeur)

(date)

LIEU DU PROCÈS (si un procès est nécessaire) _____

----- Référence: articles 15, 70; Règlement sur la Cour des petites créances -----

Form No. 2

YUKON TERRITORY
SMALL CLAIMS COURT

FORM #2

File #: _____

CONSENT TO ACT AS LITIGATION GUARDIAN

PLAINTIFF(S) (Name, Address, Telephone Number)

- 1. _____
- 2. _____

DEFENDANT(S) (Name, Address, Telephone Number)

- 1. _____
- 2. _____

I, _____ whose address and telephone number are _____

consent to act as litigation guardian.

____ FOR THE PLAINTIFF _____ (Name)

____ FOR THE DEFENDANT _____ (Name)

who is under a disability as follows:

- ____ minor (under 18 years of age)
- ____ mentally incompetent or incapable of managing his or her affairs
- ____ absentee

My relationship to the defendant/plaintiff is: _____

I have no interest in this action adverse to that of the person under disability.

If I am representing the plaintiff, I acknowledge that I know I may be personally liable to pay any costs awarded against him/her or against their person under disability.

SWORN before me at _____)

in the Yukon Territory, this _____ day of _____)

_____ 19_____)

(Signature of Litigation Guardian)

(Notary Public in and for the
Yukon Territory)

Reference: Sections 6-11, 28: *Small Claims Court Regulations*

Formulaire N° 2

TERRITOIRE DU YUKON
LA COUR DES PETITES CRÉANCES

FORMULAIRE 2

Dossier n° : _____

CONSENTEMENT PRÉALABLE À TITRE DE REPRÉSENTANT D'UN INCAPABLE

DEMANDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____

2. _____

DÉFENDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____

2. _____

Je soussigné, _____ dont l'adresse et le numéro de téléphone sont les suivants : _____

consens à agir à titre de tuteur à l'instance

_____ POUR LE DEMANDEUR _____ (nom)

_____ POUR LE DÉFENDEUR _____ (nom)

qui est frappé de l'incapacité suivante :

- _____ mineur (âge de moins de 18 ans)
- _____ incapable mental ou incapable de gérer ses affaires
- _____ absent

Mon lien de parenté avec le demandeur/défendeur est le suivant :

Je n'ai, dans la présente action, aucun intérêt opposé à celui de la personne frappée d'incapacité.
Si j'agis à titre de représentant pour le demandeur, je reconnais savoir que je puis être tenu personnellement responsable de tous les dépens auxquels le demandeur ou moi-même pourrions être condamnés.

DÉCLARÉ SOUS SERMENT devant moi)

à _____ dans le territoire du)

Yukon, ce _____ jour de _____ 19____)

(signature du tuteur à l'instance)

(notaire dans et pour le territoire du Yukon)

Revisé et approuvé : article 5-11.7(3) Règlement sur la Cour des petites créances

Form No. 3

YUKON TERRITORY
SMALL CLAIMS COURT

FORM #3

File #: _____

NOTICE TO ALLEGED PARTNER

PLAINTIFF(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

DEFENDANT(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

YOU ARE ALLEGED TO HAVE BEEN A PARTNER

_____ on _____ (Date)

_____ or during _____ (Period)

in the partnership of _____ (Firm name)

named as a party to this proceeding.

IF YOU WISH TO DENY THAT YOU WERE A PARTNER at any material time, you must defend this proceeding separately from the partnership, denying that you were a partner at the material time. If you fail to do so, you will be deemed to have been a partner on the date (or during the period) set out above.

AN ORDER AGAINST THE PARTNERSHIP MAY BE ENFORCED AGAINST YOU PERSONALLY if you are deemed to have been a partner, if you admit you were a partner, or if the court finds you were a partner at the material time.

(Signature of Plaintiff)

(Date)

Reference: Sections 12-15, 78, *Small Claims Court Regulations*

Formulaire N° 3

TERRITOIRE DU YUKON
LA COUR DES PETITES CRÉANCES

FORMULAIRE 3

Dossier n° : _____

AVIS À LA PERSONNE ASSOCIÉE

DEMANDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____
2. _____

DÉFENDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____
2. _____

IL EST ALLÉGUÉ QUE VOUS ÉTIEZ UN ASSOCIÉ

_____ le _____ (date)

_____ ou durant _____ (la période)

de la société de personnes appelées

_____ (raison sociale)
désignée comme partie à la présente instance.

POUR NIER QUE VOUS ÉTIEZ UN ASSOCIÉ à l'époque déterminante, vous devez présenter une défense distincte de la société de personnes, n'ayant pas été un associé à cette époque. À défaut de ce faire, vous êtes réputé avoir été un associé à la date (ou pendant la période) susmentionnée.

UNE ORDONNANCE CONTRE LA SOCIÉTÉ DE PERSONNES PEUT ÊTRE EXÉCUTÉE CONTRE VOUS PERSONNELLEMENT si vous êtes réputé avoir été un associé, si vous admettez ce fait ou si la cour conclut que vous étiez un associé à l'époque (ou pendant la période) déterminante.

(signature du demandeur)

(date)

..... Références : articles 12-14, 78, Règlement sur la Cour des petites créances

Form No. 4

YUKON TERRITORY SMALL CLAIMS COURT	FORM #4
File #: _____	
AFFIDAVIT OF SERVICE	
PLAINTIFF(S)	(Name, Address, Telephone Number)
1. _____	
2. _____	
DEFENDANT(S)	(Name, Address, Telephone Number)
1. _____	
2. _____	
<p>I, _____ of the City of _____ in the Yukon Territory, MAKE OATH AND SAY (or AFFIRM): I have served a true copy of the following documents: _____ now produced and shown to me and marked Exhibit A, _____ respectively, to this my Affidavit, on _____ (Name of defendant)</p> <p>_____ personally on _____ (Date)</p> <p>OR</p> <p>_____ by leaving a copy of the claim or document in a sealed envelope addressed to the defendant with _____ (Name of person) at _____ and mailing another copy of the claim or document addressed to the defendant at _____ (Address of defendant) on _____ (Date)</p> <p>OR</p> <p>_____ by mailing a copy of the claim or document to the defendant by certified mail at _____ (Address of defendant) on _____ (Date)</p>	
SWORN before me at _____) in the Yukon Territory, this _____ day of _____) _____, 19____.) _____ (Signature)	
_____ (Notary Public in and for the Yukon Territory)	
Reference: Sections 17, 19-24, 78, Small Claims Court Regulations	

Formulaire N° 4

DU YUKON
LA COUR DES PETITES CRÉANCES

FORMULAIRE 4

Dossier n° : _____

DEMANDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____

2. _____

DÉFENDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____

2. _____

TERRITOIRE

Je soussigné, _____ de la ville de _____
dans le territoire du Yukon,

DÉCLARE SOUS SERMENT (ou AFFIRME SOLENNELLEMENT) QUE :

J'ai signifié les documents suivants : _____

qui me sont présentés sous la cote A, _____
respectivement, aux fins du présent affidavit,
à _____

(nom du défendeur)

_____ La signification a été effectuée à personne le _____

(date)

OU

_____ La signification a été effectuée par la remise d'une copie de la demande ou du document dans une
enveloppe portant le nom du défendeur à _____

(nom de la personne)

à _____ et par l'envoi par la poste d'une autre copie de la

(adresse)

demande au défendeur à _____

(adresse du défendeur)

le _____

(date)

OU

_____ par l'envoi par poste certifiée d'une copie de la demande ou du document portant le nom du défendeur

à _____

(adresse du défendeur)

le _____

(date)

DÉCLARÉ SOUS SERMENT devant moi _____)

à _____ dans le territoire du _____)

Yukon, ce _____ jour de _____ 19____) _____

(signature)

(notaire dans et pour le territoire du Yukon)

_____ Références: articles 17, 19-24, 28; Règlement sur la Cour des petites créances

Form No. 5

**YUKON TERRITORY
SMALL CLAIMS COURT**

FORM #5

File #: _____

CERTIFICATE OF SERVICE

PLAINTIFF(S) (Name, Address, Telephone Number)
1. _____
2. _____
DEFENDANT(S) (Name, Address, Telephone Number)
1. _____
2. _____

I, _____ Sheriff/Deputy Sheriff of the Yukon Territory, certify that I have served the claim or other document
_____ (Name of other document)
on _____ (Name of defendant)
_____ personally on _____ (Date)
OR
_____ by leaving a copy of the claim or document addressed to the defendant with _____ (Name of person) at _____ (Defendant's place of residence) and mailing another copy of the claim or document addressed to the defendant at _____ (Address of defendant) on _____ (Date)

Sheriff/Deputy Sheriff

(Date)

Reference: Sections 17, 24, 78; Small Claims Court Regulations

Formulaire N° 5

TERRITOIRE DU YUKON
LA COUR DES PETITES CRÉANCES

FORMULAIRE 5

Dossier n° : _____

CHERTYVOKA DE SIGNIFICATION

DEMANDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____
2. _____

DÉFENDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____
2. _____

Je soussigné, _____ shérif/shérif adjoint du territoire du
Yukon, certifie que j'ai signifié la demande ci-jointe ou un autre document

(titre de l'autre document)

à _____
(nom du défendeur)

La signification a été effectuée à personne le _____
(date)

OU

La signification a été effectuée par la remise d'une copie de la demande ou du document dans une
enveloppe portant le nom du défendeur

A _____
(nom de la personne)

à _____
(résidence du défendeur)

et par l'envoi par la poste d'une autre copie de la demande au défendeur

à _____
(adresse du défendeur)

le _____
(date)

_____ shérif/shérif adjoint

_____ (date)

Référence: Articles 17, 24, 76 Règlement sur la Cour des petites créances

Form No. 6

YUKON TERRITORY
SMALL CLAIMS COURT

FORM #6

File #: _____

FAX COVER MEMO

TO:

Name of party: _____
Address: _____
Telephone Number: _____ Fax Number: _____

FROM:

Name of sender: _____
Address: _____
Telephone Number: _____ Fax Number: _____

Number of pages transmitted including Fax Cover Memo: _____
Telephone number from which document transmitted: _____
Name and telephone number of person to contact in the event of transmission problems: _____

Reference: Sections 18, 78; *Small Claims Court Regulations*

Formulaire N° 6

TERRITOIRE DU YUKON
LA COUR DES PETITES CRÉANCES

FORMULAIRE 6

Dossier n° : _____

FICHE D'ENVOI PAR TÉLÉCOPIEUR

DESTINATAIRE

nom : _____
adresse : _____
numéro de téléphone : _____ numéro de télécopieur : _____

EXPÉDITEUR

nom : _____
adresse : _____
numéro de téléphone : _____ numéro de télécopieur : _____

nombre de pages envoyées incluant la fiche d'envoi par télécopieur : _____
numéro de téléphone duquel le document fut envoyé : _____
nom et numéro de téléphone de la personne à contacter en cas de difficultés avec la transmission du document : _____

Règlement articles 36, 74; Règlement sur la Cour des petites créances

Form No. 7

**YUKON TERRITORY
SMALL CLAIMS COURT**

FORM #7

File #: _____

REPLY

PLAINTIFF(S)	(Name, Address, Telephone Number)
1. _____	
2. _____	
DEFENDANT(S)	(Name, Address, Telephone Number)
1. _____	
2. _____	

_____ I disagree with the claim made by the plaintiff.

_____ I do not dispute the plaintiff's claim and wish to arrange terms of payment.

_____ I admit responsibility for \$ _____ and wish to arrange terms of payment, and I disagree with the balance of the claim.

REPLYING TO THE CLAIM/REASONS AND DETAILS

(Signature of Defendant)

(Date)

Reference: Sections 17, 26-27, 33-34, 61-62, 78; *Small Claims Court Regulations*

Formulaire N° 7

TERRITOIRE DU YUKON
LA COUR DES PETITES CRÉANCES

FORMULAIRE 7

Dossier n° : _____



DEMANDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____

2. _____

DÉFENDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____

2. _____

_____ Je conteste la demande du demandeur.

_____ Je ne conteste pas la demande du demandeur et je désire régler les modalités de paiement.

_____ Je reconnais être responsable pour la somme de _____ \$ et désire régler les modalités de paiement, mais je suis en désaccord avec le reste de la demande.

MOTIFS DE DÉSACCORD AVEC LA DEMANDE ET DÉTAILS :

(signature du défendeur)

(date)

..... Référence: articles 17, 25-27, 33-34, 61-62, 78; Règlement sur la Cour des petites créances

Form No. 8

**YUKON TERRITORY
SMALL CLAIMS COURT**

FORM 8

File #: _____

THIRD PARTY CLAIM

PLAINTIFF(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

DEFENDANT(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

THIRD PARTY (Name, Address, Telephone Number)

TO THE THIRD PARTY _____
(Name)

The defendant in this action, _____
(Name)

claims from you \$ _____ and costs for the reasons set out below.

IF YOU DO NOT FILE A REPLY WITHIN TWENTY (20) DAYS (in Territory) OR THIRTY (30) DAYS (out of Territory) AFTER YOU HAVE RECEIVED THIS THIRD PARTY CLAIM, JUDGMENT MAY BE ENTERED AGAINST YOU.

REASON FOR CLAIM AND DETAILS

(Signature of Defendant)

(Date)

Reference: Sections 29-32, 78; *Small Claims Court Regulations*

Formulaire N° 8

TERRITOIRE DU YUKON
LA COUR DES PETITES CRÉANCES

FORMULAIRE 8

Dossier n° : _____



DEMANDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____
2. _____

DÉFENDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____
2. _____

MISE EN CAUSE (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____
2. _____

À LA PARTIE MIS EN CAUSE _____
(nom)

Le défendeur dans la présente action _____
(nom)

vous demande _____ \$ ainsi que les dépens pour les motifs mentionnés ci-dessous.

SI VOUS NE DÉPOSEZ PAS DE DÉFENSE DANS LES VINGT (20) JOURS (dans le territoire) OU TRENTE (30) JOURS (à l'extérieur du territoire) APRÈS AVOIR REÇU LA PRÉSENTE DEMANDE, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE INSCRIT CONTRE VOUS.

MOTIFS DE LA DEMANDE ET DÉTAILS :

(signature du défendeur)

(date)

Référence: articles 29-32, 48, Règlement sur la Cour des petites créances

Form No. 9

YUKON TERRITORY
SMALL CLAIMS COURT

FORM #9

File #: _____

DEFAULT JUDGMENT FOR PLAINTIFF

PLAINTIFF(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

DEFENDANT(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

DATED this _____ day of _____ 19 _____

The defendant(s) _____
(Name)

_____ not having filed a reply to the claim in this action and the time for doing so having expired, or
_____ not having appeared at the hearing, although duly notified,

THIS COURT ORDERS that the defendant(s) _____
(Name)

pay to the plaintiff(s) the sum of \$ _____
(plus interest in the amount of) \$ _____
and costs in the amount of \$ _____
amounting together to the sum of \$ _____

Clerk of the Court

Reference: Sections 33-35, 78, *Small Claims Court Regulations*

Formulaire N° 9

TERRITOIRE DU YUKON
LA COUR DES PETITES CRÉANCES

FORMULAIRE 9

Dossier n° : _____



DEMANDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____

2. _____

DÉFENDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____

2. _____

FAIT le _____ jour de _____ 19 _____

Le défendeur _____
(nom)

_____ n'ayant produit aucune défense à la présente action à l'intérieur du délai prescrit, ou

_____ ne s'étant pas présenté à l'audience bien que dûment avisé :

LA COUR ORDONNE au défendeur _____
(nom)

de payer au demandeur la somme de _____ \$

(plus les intérêts au montant de) _____ \$

au titre des dépens _____ \$

une somme totale de _____ \$

greffier de la cour

..... Références: articles 31-35, 78; Règlement de la Cour des petites créances

Form No. 10

YUKON TERRITORY
SMALL CLAIMS COURT

FORM #10

File #: _____

DEFAULT JUDGMENT

PLAINTIFF(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

DEFENDANT(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

DATED this _____ day of _____, 19____

The defendant(s) _____
(Name)

not having filed a reply to the claim in this action and the time for doing so having expired,

THIS COURT ORDERS that the plaintiff(s) recover an amount to be assessed by the Court
and costs against the defendant(s) _____

Clerk of the Court

AND NOTICE OF HEARING

THIS action has been set down for hearing on the _____ day of _____, 19____ at the
hour of _____ o'clock in the _____ noon, or so soon thereafter as the hearing may be held at the court
at _____
(Location of Court)

Clerk of the Court

(Date)

Reference: Sections 33-35, 78; Small Claims Court Regulations

Formulaire N° 10

TERRITOIRE DU YUKON
LA COUR DES PETITES CRÉANCES

FORMULAIRE 10

Dossier n° : _____



DEMANDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____
2. _____

DÉFENDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____
2. _____

FAIT le _____ jour de _____ 19 _____

Le défendeur _____
(nom)

_____ n'ayant produit aucune défense à la présente action à l'intérieur du délai prescrit, ou
_____ ne s'étant pas présenté à l'audience bien que dûment avisé :

LA COUR ORDONNE au défendeur _____
(nom)

_____ greffier de la cour



L'AUDIENCE de la présente action est fixée au _____ jour de _____, 19 _____ à _____ heures, ou dès que possible par la suite, dans la cour à _____
(lieu de la cour)

_____ greffier de la cour

_____ (date)

..... Référence: articles 33-35, 78, Règlement de la Cour des petites créances

Form No. 11

YUKON TERRITORY
SMALL CLAIMS COURT

FORM #11

File #: _____

NOTICE OF MOTION

PLAINTIFF(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____

2. _____

DEFENDANT(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____

2. _____

TAKE NOTICE:

A motion will be made to the court by _____
(Name of party)

for the following order (specify):

The following material will be relied upon at the hearing of the motion (specify, and where an affidavit is to be relied upon, attach a copy):

THE COURT will hear this motion at a hearing on the _____ day of _____ 19____ at the hour of _____ o'clock in the _____ noon, or as soon thereafter as the motion can be heard at the court at

(Location of Court)

TAKE NOTICE: IF YOU FAIL TO APPEAR AT THE HEARING OF THIS MOTION, AN ORDER MAY BE MADE IN YOUR ABSENCE.

(Signature of party, solicitor or agent)

(Date)

Reference: Sections 36-38, 78, Small Claims Court Regulations

Formulaire N° 11

TERRITOIRE DU YUKON
LA COUR DES PETITES CRÉANCES

FORMULAIRE 11

Dossier n° : _____

AVIS DE MOTION

DEMANDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____
2. _____

DÉFENDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____
2. _____

SOYEZ AVISÉ QUE :

_____ présentera une motion à la cour en vue d'obtenir l'ordonnance suivante :
(nom de la partie)

(préciser)

Lors de l'audience, les documents à l'appui de la motion seront les suivants : (préciser, et si un affidavit est utilisé, en annexer une copie)

LA COUR entendra cette motion à _____ le _____
(adresse de la cour) (date)
_____ heures ou dès que possible par la suite.

SOYEZ AVISÉ QUE SI VOUS NE VOUS PRÉSENTEZ PAS À L'AUDIENCE, UNE ORDONNANCE PEUT ÊTRE RENDUE EN VOTRE ABSENCE.

(signature de la partie, du procureur ou représentant)

(date)

..... Révisé en vertu des articles 36-38, 78; Règlement sur la Cour des petites créances

Form No. 12

**YUKON TERRITORY
SMALL CLAIMS COURT**

FORM #12

File #: _____

AFFIDAVIT

PLAINTIFF(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____

2. _____

DEFENDANT(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____

2. _____

I, _____ of the City of _____

in the Yukon Territory,

MAKE OATH AND SAY (or AFFIRM):

(Give facts in support of the motion. Where the facts are not within your own personal knowledge, give the source of your information or the grounds for your belief.)

SWORN before me at _____)

in the Yukon Territory, this _____ day of _____)

_____, 19____.)

(Signature)

(Notary Public in and for the
Yukon Territory)

Reference: Sections 36-38, 78: *Small Claims Court Regulations*

Formulaire N° 12

TERRITOIRE DU YUKON
LA COUR DES PETITES CRÉANCES

FORMULAIRE 12

Dossier n° : _____



DEMANDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____

2. _____

DÉFENDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____

2. _____

Je soussigné, de _____ dans le territoire du Yukon
(ville ou village)

DÉCLARE SOUS SERMENT (ou AFFIRME SOLENNELLEMENT) QUE :

(Indiquer les faits à l'appui de la motion. Si vous n'avez pas une connaissance de première main des faits, indiquer la source de vos renseignements ou les motifs sur lesquels vous fondez votre opinion.)

DÉCLARÉ SOUS SERMENT devant moi)
à _____ dans le territoire du)
Yukon, ce _____ jour de _____ 19____)

(signature)

(notaire dans et pour le territoire du Yukon)

RÉFÉRENCE: 401149 36-38-721 Règlement sur la Cour des Petites Créances

Form No. 13

**YUKON TERRITORY
SMALL CLAIMS COURT**

FORM #13

File #: _____

NOTICE OF ELECTION FOR MEDIATION

PLAINTIFF(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____

2. _____

DEFENDANT(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____

2. _____

We, the undersigned,

(Name of plaintiff)

(Name of defendant)

elect to have this action mediated rather than tried.

(Signature of Plaintiff)

(Signature of Defendant)

Date

Reference: Sections 39-43, 78: *Small Claims Court Regulations*

Formulaire N° 13

TERRITOIRE DU YUKON
LA COUR DES PETITES CRÉANCES

FORMULAIRE 13

Dossier n° : _____



DEMANDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____
2. _____

DÉFENDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____
2. _____

Nous soussignés

(nom du demandeur)

(nom du défendeur)

choisissons la médiation plutôt que le procès pour la présente cause.

(signature du demandeur)

(signature du défendeur)

date

..... Référence: articles 39-43, 78 - Règlement sur la Cour des petites créances

Form No. 14

**YUKON TERRITORY
SMALL CLAIMS COURT**

FORM #14

File #: _____

NOTICE OF WITHDRAWAL

PLAINTIFF(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

DEFENDANT(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

TAKE NOTICE that

_____ the plaintiff withdraws this action against the defendant

(Name of defendant)

OR

_____ the defendant withdraws this action against the third party

(Name of third party)

(Signature of Plaintiff)

(Signature of Defendant - if withdrawing
third party claim)

Reference: Sections 45, 78, Small Claims Court Regulations

Formulaire N° 14

TERRITOIRE DU YUKON
LA COUR DES PETITES CRÉANCES

FORMULAIRE 14

Dossier n° _____



DEMANDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____
2. _____

DÉFENDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____
2. _____

SOYEZ AVISÉ que

_____ (nom du défendeur)

se désiste de la présente action contre le défendeur

OU

_____ (nom du défendeur)

se désiste de la présente action contre le tiers mis en cause)

_____ (nom du tiers mis en cause)

(signature du demandeur)

(signature du défendeur - s'il se désiste de la mise en cause)

REGLEMENT - articles 45, 78 - Règlement sur la cour des petites créances

Form No. 15

YUKON TERRITORY
SMALL CLAIMS COURT

FORM #15

File #: _____

SUMMONS TO WITNESS

PLAINTIFF(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

DEFENDANT(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

DATED this _____ day of _____, 19 _____.

TO: _____
(Name of witness)

YOU ARE REQUIRED TO ATTEND TO GIVE EVIDENCE IN SMALL CLAIMS COURT FOR

(Name of plaintiff or defendant)

at the trial of this action on the _____ day of _____, 19 _____ at the hour of _____ o'clock in the _____
noon, or so soon thereafter as the trial may be held at _____
(Location of Court)
and to remain until your attendance is no longer required.

YOU ARE REQUIRED TO BRING WITH YOU and produce at the trial the following document(s) and thing(s)
(state particular documents and things required):

and all other document(s) relating to the action which are in your custody, possession or control.

IF YOU FAIL TO ATTEND AS REQUIRED BY THIS SUMMONS, A WARRANT MAY BE ISSUED FOR YOUR ARREST.

Clerk of the Court

Reference: Sections 47-49, 78, Small Claims Court Regulations

Formulaire N° 15

TERRITOIRE DU YUKON **FORMULAIRE 15**
LA COUR DES PETITES CRÉANCES

Dossier n° : _____

ASSIGNATION

DEMANDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)
1. _____
2. _____

DÉFENDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)
1. _____
2. _____

FAIT le _____ jour de _____, 19 ____.

À : _____
(nom du témoin)

VOUS ÊTES SOMMÉ DE VOUS PRÉSENTER À LA COUR DES PETITES CRÉANCES POUR TÉMOIGNER POUR

(nom du demandeur ou du défendeur)

dans le cadre du procès de la présente action le _____ jour de _____, 19 ____ à _____ heures ou dès qu'il sera possible de procéder à _____
(adresse de la cour)

et d'y demeurer jusqu'à ce que votre présence ne soit plus requise.

VOUS ÊTES PRIÉ D'APPORTER AVEC VOUS et de produire lors du procès les objets et documents suivants :
(indiquer les documents et les objets particuliers qui sont requis)

ainsi que tous les autres documents touchant à l'action dont vous avez la garde, la possession ou le contrôle.

A DÉFAUT DE VOUS PRÉSENTER COMME VOUS L'ORDONNE LA PRÉSENTE ASSIGNATION, UN MANDAT D'ARRÊSTATION PEUT ÊTRE LIVRÉ CONTRE VOUS.

_____ greffier de la cour

..... Référence: articles 67-69, 78; Règlement sur la Cour des petites créances.....

Form No. 16

**YUKON TERRITORY
SMALL CLAIMS COURT**

FORM #16

File #: _____

WARRANT FOR ARREST OF DEFAULTING WITNESS

PLAINTIFF(S) (Name, Address, Telephone Number)

- 1. _____
- 2. _____

DEFENDANT(S) (Name, Address, Telephone Number)

- 1. _____
- 2. _____

DATED this _____ day of _____, 19 _____

TO THE SHERIFF and other peace officers in the Yukon Territory **AND TO** the keepers of all correctional institutions in the Yukon Territory:

WHEREAS the witness _____
(Name of witness)

of _____
(Location of witness)

was served with a summons to witness to give evidence at the trial of this action, and the prescribed attendance money was paid or tendered,

AND WHEREAS the witness failed to obey the summons, and I am satisfied that the evidence of the witness is material to this proceeding,

YOU ARE ORDERED TO ARREST and bring the witness _____
(Name of witness)

before the court to give evidence in this action, and if the court is not then sitting or if the witness cannot be brought immediately before the court, to deliver the witness to the _____

(Name of correctional institution)
or other secure facility, to be admitted and detained there until the witness can be brought before the court.

Judge

Reference: Sections 48, 78, Small Claims Court Regulations

Formulaire N° 16

TERRITOIRE DU YUKON
LA COUR DES PETITES CRÉANCES

FORMULAIRE 16

Dossier n° : _____



DEMANDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____

2. _____

DÉFENDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____

2. _____

FAIT le _____ jour de _____, 19 _____.

AU SHÉRIF et autres agents de la paix du Yukon ET AUX directeurs des établissements correctionnels du Yukon.

ATTENDU QUE le témoin _____
(nom du témoin)

de _____
(adresse où le témoin a reçu signification))

a reçu signification d'une assignation à témoigner à l'instruction de la présente action et que l'indemnité de présence prescrite lui a été versée ou offerte;

ATTENDU QUE le témoin ne s'est pas conformé à l'assignation et que je suis convaincu que son témoignage est essentiel à la présente instance,

JE VOUS ORDONNE D'ARRÊTER et d'amener le témoin _____
(nom du témoin)

devant la cour afin qu'il témoigne dans la présente action et, si la cour ne siège pas ou si le témoin ne peut être amené sans délai devant la cour, de le conduire au _____
(nom de l'établissement correctionnel)

ou à un autre établissement de détention, afin qu'il y soit admis et détenu jusqu'à ce qu'il soit amené devant la cour.

Juge

Form No. 17

YUKON TERRITORY
SMALL CLAIMS COURT

FORM #17

File #: _____

NOTICE OF TRIAL

PLAINTIFF(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

DEFENDANT(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

DATED this _____ day of _____ 19 _____

TAKE NOTICE: The trial of this action will be held on the _____ day of _____ 19 _____
at the hour of _____ o'clock in the _____ noon, or so soon thereafter as the trial may be held at

(Location of Court)

TAKE NOTICE: IF YOU FAIL TO APPEAR, THIS ACTION MAY BE DISPOSED OF WITHOUT FURTHER NOTICE TO YOU.

Clerk of the Court

Reference: Sections 50-60, 78; *Small Claims Court Regulations*

Formulaire N° 17

TERRITOIRE DU YUKON
LA COUR DES PETITES CRÉANCES

FORMULAIRE 17

Dossier n° : _____



DEMANDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____
2. _____

DÉFENDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____
2. _____

FAIT le _____ jour de _____ 19 _____

SOYEZ AVISÉ QUE l'instruction de la présente action se tiendra à _____
(adresse de la cour)
le _____ jour de _____ 19 _____ à _____ heures ou dès qu'il sera possible de
procéder à l'instruction.

SOYEZ AVISÉ QUE SI VOUS NE VOUS PRÉSENTEZ PAS, L'ACTION PEUT ÊTRE RÉGLÉE
SANS AUTRE AVIS.

_____ greffier de la cour

Références : articles 20-24, 70; Règlement sur la Cour des petites créances

Form No. 18

YUKON TERRITORY
SMALL CLAIMS COURT

FORM #18

File #: _____

WRIT OF SEIZURE AND SALE OF PERSONAL PROPERTY

PLAINTIFF(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

DEFENDANT(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

DATED this _____ day of _____ 19_____

TO THE SHERIFF:

Under an order of this court made on _____ (Date)

in favour of _____ (Name of creditor)

YOU ARE DIRECTED to seize and sell the personal property of

_____ (Name of debtor)

and to realize from the seizure and sale the following sums:

Amount remaining due and payable on judgment:	\$ _____
Amount of interest on judgment remaining due and payable:	\$ _____
Costs of party entitled to execution:	\$ _____
Sheriff's costs (to be filled in by sheriff):	\$ _____
TOTAL (to be filled in by sheriff):	\$ _____

YOU ARE DIRECTED to pay the proceeds over to the clerk of this court for the creditor.

Clerk of the Court

ISSUING PARTY:

Reference: Sections 63-67, 78; Small Claims Court Regulations

Formulaire N° 18

TERRITOIRE DU YUKON
LA COUR DES PETITES CRÉANCES

FORMULAIRE 18

Dossier n° : _____



DEMANDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____

2. _____

DÉFENDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____

2. _____

FAIT le _____ jour de _____ 19____.

AU SHÉRIF :

En vertu d'une ordonnance rendue par cette cour le _____
(date)

en faveur de _____
(nom du créancier)

NOUS VOUS ENJOIGNONS de saisir les biens meubles qui se trouvent dans votre division et qui
appartiennent à _____
(nom du débiteur)

et de procéder à leur vente afin de réaliser les sommes suivantes :

Somme impayée du jugement:	\$ _____	\$ _____
Intérêts sur la somme impayée du jugement:	\$ _____	\$ _____
Dépens de la partie pouvant exiger l'exécution forcée :	\$ _____	\$ _____
Frais du shérif (à être rempli par le shérif):	\$ _____	\$ _____
TOTAL (à être rempli par le shérif):	\$ _____	\$ _____

NOUS VOUS ENJOIGNONS de verser le produit de la vente au greffier de cette cour pour le compte du
créancier.

greffier de la cour

PARTIE ÉMETTRICE :

Form No. 19

YUKON TERRITORY
SMALL CLAIMS COURT

FORM 19

File #: _____

WRIT OF SEIZURE AND SALE OF LAND

PLAINTIFF(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

DEFENDANT(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

DATED this _____ day of _____ 19 _____

TO THE SHERIFF:

Under an order of this court made on _____
(Date)

in favour of _____
(Name of creditor)

YOU ARE DIRECTED to seize and sell the real property of

(Name of debtor)

and to realize from the seizure and sale the following sums:

Amount remaining due and payable on judgment:	\$ _____
Amount of interest on judgment remaining due and payable:	\$ _____
Costs of party entitled to execution:	\$ _____
Sheriff's costs (to be filled in by sheriff):	\$ _____
TOTAL (to be filled in by sheriff):	\$ _____

YOU ARE DIRECTED to pay the proceeds according to law and to report on the execution of this writ if required by the party or the solicitor who filed it.

Clerk of the Court

ISSUING PARTY:

Reference: Sections 63-67, 78: *Small Claims Court Regulations*

Formulaire N° 19

TERRITOIRE DU YUKON
LA COUR DES PETITES CRÉANCES

FORMULAIRE 19

Dossier n° : _____



DEMANDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____

2. _____

DÉFENDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____

2. _____

FAIT le _____ jour de _____ 19 _____

AU SHÉRIF :

En vertu d'une ordonnance rendue par cette cour le _____

(date)

en faveur de _____

(nom du créancier)

NOUS VOUS ENJOIGNONS de saisir les biens immeubles qui se trouvent dans votre division et qui appartiennent à _____

(nom du débiteur)

et de procéder à leur vente afin de réaliser les sommes suivantes :

Somme impayée du jugement :	\$ _____	\$ _____
Intérêts sur la somme impayée du jugement :	\$ _____	\$ _____
Dépens de la partie pouvant exiger l'exécution forcée :	\$ _____	\$ _____
Frais du shérif (à être rempli par le shérif) :	\$ _____	\$ _____
TOTAL (à être rempli par le shérif) :	\$ _____	\$ _____

NOUS VOUS ENJOIGNONS de verser le produit de la vente conformément à la loi et de faire un rapport sur l'exécution forcée du présent bref si la partie ou le procureur qui l'a déposé le demande.

_____ greffier de la cour

PARTIE ÉMETTRICE :

..... Référence : articles 63-67, 78 : Règlement sur la Cour des petites créances

Form No. 20

YUKON TERRITORY
SMALL CLAIMS COURT

FORM #20

File #: _____

WIT OF DELIVERY

PLAINTIFF(S) (Name, Address, Telephone Number)

- 1. _____
- 2. _____

DEFENDANT(S) (Name, Address, Telephone Number)

- 1. _____
- 2. _____

DATED this _____ day of _____ 19 _____.

TO THE SHERIFF:

Under an order of this court made on _____
(Date)

YOU ARE DIRECTED to seize from

(Name of party)

and to deliver without delay to

(Name of party who obtained order)

the following property (set out a description of the property to be delivered):

Clerk of the Court

Reference: Sections 65, 78: *Small Claims Court Regulations*

Formulaire N° 20

TERRITOIRE DU YUKON
LA COUR DES PETITES CRÉANCES

FORMULAIRE 20

Dossier n° : _____

EN VERTU DE L'ORDONNANCE

DEMANDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____

2. _____

DÉFENDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____

2. _____

FAIT le _____ jour de _____ 19____

AU SHÉRIF :

En vertu d'une ordonnance rendue par cette cour le _____
(date)

en faveur de _____
(nom du créancier)

NOUS VOUS ENJOIGNONS de saisir les biens ci-dessous qui se trouvent en la possession de

_____ (nom du débiteur)

et de les restituer sans délai à :

_____ (nom de la partie qui a obtenu l'ordonnance)

(DÉCRIRE LES BIENS QUI DOIVENT ÊTRE RESTITUÉS)

_____ greffier de la cour

Référence: Article 44, 96: Règlement sur la Cour des petites créances

Form No. 21

YUKON TERRITORY
SMALL CLAIMS COURT

FORM #21

File #: _____

NOTICE OF EXAMINATION

PLAINTIFF(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____

2. _____

DEFENDANT(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____

2. _____

DATED this _____ day of _____ 19 _____

TO THE DEFENDANT: _____
(Name of defendant)

On _____
(Date)

the plaintiff recovered judgment against you in this court for \$ _____ and costs in the amount
of \$ _____.

The judgment remains unsatisfied.

YOU ARE REQUIRED TO ATTEND EXAMINATION to determine the means you have to satisfy this
judgment, and whether you intend to satisfy it or have any reason for not doing so.

THE EXAMINATION WILL BE HELD at the next sittings of this court on the _____ day of
_____, 19 _____ at the hour of _____ o'clock in the _____ noon, or so soon thereafter as
the examination may be held at _____
(Location of Court)

**TAKE NOTICE THAT, IF YOU DO NOT APPEAR, YOU MAY BY ORDER OF THIS COURT BE
COMMITTED TO A CORRECTIONAL CENTRE FOR UP TO FORTY (40) DAYS.**

Clerk of the Court

Reference: Sections 69, 78: *Small Claims Court Regulations*

Formulaire N° 21

TERRITOIRE DU YUKON
LA COUR DES PETITES CRÉANCES

FORMULAIRE 21

Dossier n° : _____



DEMANDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____
2. _____

DÉFENDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____
2. _____

FAIT le _____ jour de _____, 19 _____.

AU DÉFENDEUR : _____
(nom du défendeur)

Le _____ (date) le demandeur a obtenu un jugement contre vous devant
cette cour pour une somme de _____ \$ et _____ \$ au titre des dépens.

VOUS ÊTES SOMMÉ DE VOUS PRÉSENTER À UN INTERROGATOIRE visant à établir les
moyens dont vous disposez pour acquitter ce jugement ou les motifs que vous pourriez avoir pour ne pas vouloir le
faire.

L'INTERROGATOIRE AURA LIEU lors de la prochaine session de cette cour à _____
(adresse de la cour)
le _____ jour de _____ 19 _____ à _____ heures ou dès qu'il sera possible de procéder à
l'interrogatoire.

**SOYEZ AVISÉ QUE SI VOUS FAITES DÉFAUT DE VOUS PRÉSENTER, VOUS POUVEZ, PAR
ORDONNANCE DE CETTE COUR, ÊTRE INCARCÉRÉ DANS UN CENTRE CORRECTIONNEL
PENDANT UNE PÉRIODE ALLANT JUSQU'À QUARANTE JOURS.**

greffier de la cour

Référence: articles 65, 78; Règlement sur la Cour des petites créances.

Form No. 22

YUKON TERRITORY
SMALL CLAIMS COURT

FORM #22

File #: _____

WARRANT OF ARREST

PLAINTIFF(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

DEFENDANT(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

TO THE SHERIFF AND TO ALL PEACE OFFICERS OF THE YUKON TERRITORY:

A NOTICE OF EXAMINATION was issued from this court, by which the defendant was required to attend the sittings of this court on the _____ day of _____, 19____ at the hour of _____ o'clock in the _____ noon, to be examined in relation to the judgment in this action.

WHEREAS it has been duly proved that the notice of examination has been properly served on the defendant _____ (Name)
of _____ (Address)

WHEREAS (state facts relating to failure to attend)

WHEREAS a judge of this court thereupon ordered the defendant arrested.

THIS IS THEREFORE TO COMMAND YOU, forthwith to arrest the said defendant and to bring him or her before the presiding Judge of the Yukon Territory, to answer to the said order to be dealt with according to law.

DATED this _____ day of _____)
of _____, 19____)
at _____ in the Yukon) _____ Clerk of the Court
Territory.)

Reference: Sections 70, 78; Small Claims Court Regulations

Formulaire N° 22

TERRITOIRE DU YUKON
LA COUR DES PETITES CRÉANCES

FORMULAIRE 22

Dossier n° : _____



DEMANDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____
2. _____

DÉFENDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____
2. _____

AU SHÉRIF ET AUTRES AGENTS DE LA PAIX DU YUKON :

CETE COUR A DÉLIVRÉ UN AVIS D'INTERROGATOIRE ordonnant au défendeur de se présenter à la session de la cour à _____ heures le _____ 19 _____ afin d'y être interrogé relativement au jugement dans la présente action.

ATTENDU QU'il a été dûment prouvé que l'avis interrogatoire a été normalement signifié à

_____ à _____
(nom) (adresse)

ATTENDU QUE (indiquer les faits liés au défaut de comparaitre)

ATTENDU QU'un juge de cette cour a ordonné l'arrestation du défendeur.

IL VOUS EST ORDONNÉ d'arrêter le demandeur et de le présenter devant le juge président du territoire du Yukon pour qu'il puisse répondre à l'ordonnance selon les règles de droit

_____ greffier de la cour

FAIT ce _____ jour de _____ 19 _____)

à _____ dans _____)

le territoire du Yukon. _____)

..... Référence : articles 24, 28, Règlement sur la Cour des petites créances

Form No. 23

YUKON TERRITORY
SMALL CLAIMS COURT

FORM #23

File #: _____

WARRANT OF COMMITMENT

PLAINTIFF(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

DEFENDANT(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

DATED this _____ day of _____, 19 _____.

**TO THE SHERIFF AND TO ALL PEACE OFFICERS OF THE YUKON TERRITORY, AND TO THE
KEEPERS OF ANY CORRECTIONAL INSTITUTION IN THE YUKON TERRITORY:**

A NOTICE OF EXAMINATION was issued from this court, by which the defendant was required to attend the sittings of this court on the _____ day of _____, 19 _____ at the hour of _____ o'clock in the _____ noon, to be examined in relation to the judgment in this action.

WHEREAS it has been duly proved that the notice of examination has been properly served on

_____ (Name)
of _____ (Address)

WHEREAS (state facts relating to failure to attend or refusal to answer questions))

WHEREAS a judge of this court thereupon ordered the defendant to be committed.

YOU ARE ORDERED to take the person named above to the

_____ (Name of correctional centre)

and admit and detain him or her there for _____ days.

Clerk of the Court

Reference: Sections 70, 78: *Small Claims Court Regulations*

Formulaire N° 23

TERRITOIRE DU YUKON
LA COUR DES PETITES CRÉANCES

FORMULAIRE 23

Dossier n° : _____



DEMANDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____

2. _____

DÉFENDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____

2. _____

AU SHÉRIF ET AUTRES AGENTS DE LA PAIX DU YUKON AINSI QU'AU DIRECTEUR DE TOUT
ÉTABLISSEMENT CORRECTIONNEL DU YUKON :

CETTE COUR A DÉLIVRÉ UN AVIS D'INTERROGATOIRE ordonnant au défendeur de se présenter à la
session de la cour à _____ heures le _____ 19 _____ afin d'y être interrogé
relativement au jugement dans la présente action.

ATTENDU QU'il a été dûment prouvé que l'avis Interrogatoire a été normalement signifié à

_____ à _____

(nom) (adresse)

ATTENDU QUE (indiquer les faits liés au défaut de comparaître ou au refus de répondre aux questions)

ATTENDU QU'en juge de cette cour a ordonné l'incarcération du défendeur.

IL VOUS EST ORDONNÉ d'amener la personne susmentionnée au

_____ (nom de l'établissement correctionnel)

et de l'y détenir pendant _____ jours.

(date)

greffier de la cour

Référence : articles 70, 71 et 72 de la Loi sur la Cour des petites créances

Form No. 24

YUKON TERRITORY
SMALL CLAIMS COURT

FORM #24

File #: _____

NOTICE OF INTENTION TO PROCEED

PLAINTIFF(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

DEFENDANT(S) (Name, Address, Telephone Number)

1. _____
2. _____

DATED this _____ day of _____, 19____.

TAKE NOTICE that, at the expiration of twenty-eight (28) days from the date of the service of this notice upon you, the plaintiff intends to proceed with this action.

(Signature of plaintiff)

Reference: Sections 73, 78; Small Claims Court Regulations

Formulaire N° 24

TERRITOIRE DU YUKON
LA COUR DES PETITES CRÉANCES

FORMULAIRE 24

Dossier n° : _____



DEMANDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____

2. _____

DÉFENDEUR(S) (nom, adresse, n° de téléphone)

1. _____

2. _____

FAIT ce _____ jour de _____ 19____

SOYEZ AVISÉ que le demandeur entend poursuivre la présente action à la fin du délai de vingt-huit (28) jours à compter de la date de signification du présent avis.

signature du demandeur

Reference: article 74, 75: Régulation sur la Cour des petites créances